

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 256
28 décembre 1987

Trois interviews exclusives

Jan Litynski

Jozef Pinior

Andrzej Gwiazda

IRLANDE

Après l'attentat
d'Enniskillen



INDEX 1987



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 256 DU 28 DECEMBRE 1987

DOSSIER POLOGNE

- 3 Echec à Jaruzelski
Arthur Wilkins
- 5 "Il faut faire évoluer le système sous la pression sociale"
Interview de *Jan Litynski*
- 8 "Nous entendons représenter les opprimés"
Interview de *Jozef Pinior*
- 11 "Défendre les intérêts matériels des travailleurs"
Interview de *Andrzej Gwiazda*
- 15 IRLANDE
Après l'attentat d'Enniskillen
John McAnulty
- 16 Le coût terrible de la domination britannique
Document

**EN
BREF...**



- 17 AMERIQUE LATINE : Les risques de coups d'Etat militaires vus par les Etats-Unis ; URSS : Distribution de tracts contre la présence soviétique en Afghanistan ; HISTOIRE : Contre la célébration de la conquête de l'Amérique ; SUISSE : Zaffaraya ; REVUES : Le Cahier d'étude et de recherche numéro 6 est paru ; URSS : Campagne pour la réhabilitation pénale des accusés des procès de Moscou, suite.
- 20 URUGUAY
"Aujourd'hui comme hier notre objectif demeure la question du pouvoir"
Interview de *Julio Marenales*
- 23 INDEX

Voilà notre dernier numéro de l'année.
Nous vous retrouvons dès le début de l'an prochain.

Nous vous rappelons nos nouveaux tarifs pour 1987 :

- Prix de vente à l'unité : 15 francs
- Abonnement tous pays (voie de surface) : 140 francs pour six mois ; 280 francs pour un an
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient) : 155 francs pour six mois ; 310 francs pour un an
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) : 180 francs pour six mois ; 360 francs pour un an
- Abonnement avion (Asie) : 195 francs pour six mois, 390 francs pour un an
- Pli fermé :
France : 200 francs pour six mois, 405 francs pour un an
Autres pays (voie de surface) : 215 francs pour six mois, 430 francs pour un an
- Pli fermé par avion, nous écrire.

Toute l'équipe d'Inprecor vous souhaite une bonne année 1988.

ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement ☐ Réabonnement ☐

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Le dessin de couverture est tiré du *Canard enchaîné* du 2 décembre 1987.

Echec à Jaruzelski



LE DIMANCHE 29 NOVEMBRE, le régime du régime Jaruzelski a subi un grave échec.

Les Polonais qui devaient se prononcer par référendum en faveur du programme gouvernemental dit de "la seconde étape de la réforme économique et politique", l'ont rejeté et ont donc refusé de légitimer l'équipe actuellement au pouvoir. Le régime a officiellement reconnu sa défaite dès le lendemain soir.

Arthur WILKINS

LES CITOYENS devaient se prononcer sur deux questions. La première était ainsi rédigée : *"Etes-vous en faveur de la pleine réalisation du programme d'assainissement radical de l'économie, présenté à la Diète, qui vise à une amélioration manifeste des conditions de vie de la société, sachant que cela requerra une période difficile de changements rapides sur deux à trois ans ?"* Selon les données officielles, seuls 44,8% des inscrits ont répondu "oui".

La seconde question était la suivante : *"Vous prononcez-vous en faveur d'un modèle polonais de démocratisation profonde de la vie politique, ayant pour objectif le renforcement de l'autogestion, l'élargissement des droits des citoyens et l'accroissement de leur participation à la gestion du pays ?"* Seuls 46,26% des inscrits ont répondu "oui" à cette question.

Le reste des électeurs a répondu "non" ou s'est abstenu (notons qu'il y a eu une large abstention de 32%). Aucune des deux questions n'a recueilli les 51% de "oui" calculés en fonction du nombre des inscrits et nécessaires à l'adoption des propositions, selon la récente loi sur le référendum.

Il s'agissait du premier référendum, depuis celui de 1946 qui avait légitimé l'instauration de la dictature bureaucratique. La situation est aujourd'hui très différente de celle d'alors. Le référendum de 1946 avait été un succès pour le stalinisme grâce à la gigantesque falsification des résultats et à la terreur policière, mais pas

seulement pour ces raisons-là. Le régime bureaucratique d'alors était sur sa pente ascendante. Il bénéficiait des transformations anti-capitalistes qui avaient eu le soutien des masses. Le régime bureaucratique actuel est, lui, en déclin. Son système de domination sur la classe ouvrière et la société et de gestion de l'économie nationale, affaibli et déchiré par les contradictions, se décompose.

Un coup pour la bureaucratie

Six ans après l'écrasement de la révolution polonaise de 1980-1981 et après six ans de normalisation du régime, ce dernier s'est avéré incapable d'obtenir ne serait-ce qu'une acceptation passive de sa politique par une majorité des Polonais, et ce, malgré l'absence d'organisations indépendantes de masse et d'une opposition politique légale, et malgré une atomisation et une dépolitisation considérables de la société.

Le résultat négatif du référendum est non seulement un coup pour la bureaucratie polonaise en général et pour son aile "réformatrice" représentée par l'équipe "éclairée" de Jaruzelski, elle est aussi un coup pour ses protecteurs du Kremlin, l'équipe Gorbatchev, dont Jaruzelski est un des principaux alliés dans les pays satellites du "camp socialiste". Quant aux experts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), ils espéraient que grâce à la réforme économique et à la libéralisation politique, Jaruzelski pourrait créer les conditions permettant d'arracher à la classe ouvrière les sommes gigantesques indispensables au paiement de la dette envers les banques occidentales. La Banque mondiale s'est activement inscrite dans la campagne en faveur du "oui" à ce référendum. Son directeur, Eugenio Lari, a transmis, par l'intermédiaire de l'agence de presse polonaise (PAP) le message suivant : *"Les Polonais devraient soutenir le programme de réformes présenté par le gouvernement, c'est pour le peuple polonais une chance historique"* (Politika, numéro 45 du 7 novembre 1987).

Par ailleurs, avant le référendum, Jaruzelski a rencontré le cardinal Glomp et lui a soumis le programme de la "deuxième étape de la réforme". Il semble qu'il ait obtenu, sinon une approbation silencieuse, du moins une neutralité bienveillante de la hiérarchie ecclésiastique.

L'échec subi par le régime bureaucratique dans un vote populaire, et surtout, la

reconnaissance de cet échec, sont un événement sans précédent dans le "camp socialiste". Pourquoi Jaruzelski a-t-il admis son échec, lorsqu'on sait qu'il aurait pu falsifier les résultats du référendum en ajoutant ne serait-ce que quelques pourcents de plus de réponses positives ? Il y a eu trois raisons à cela. D'abord, ce faisant, il aurait été obligé de prétendre que la majorité des Polonais acceptent la perspective d'une baisse brutale de son niveau de vie. Une grossière falsification des résultats aurait alors conduit à l'augmentation des tensions sociales et accru les dangers d'une explosion de masse. Ensuite, les secteurs conservateurs, toujours influents au sein de l'appareil bureaucratique, qui voient dans les projets de transformation du système économique un danger pour leur position et qui sont également opposés à la libéralisation politique de la dictature, auraient pu s'opposer à une telle falsification. Enfin, une victoire factice dans le référendum aurait mis Jaruzelski dans une situation difficile face à la Banque mondiale et au FMI qui se seraient alors trouvés en meilleure position pour accroître leurs exigences en se fondant sur une prétendue approbation de la société polonaise.

En somme, la falsification des résultats du référendum aurait confronté le régime à des menaces conjuguées, venant de divers horizons.

Les raisons du rejet

Le programme gouvernemental de réformes a été rejeté par les travailleurs pour trois raisons. Premièrement, ils sont conscients que toute réforme réalisée par ce régime ne peut que signifier une attaque brutale contre leur niveau de vie. C'est-à-dire que le soutien au "programme d'assainissement de l'économie" équivaut à l'acceptation de la plus forte hausse des prix qu'ait connue la Pologne populaire (en moyenne 110% en ce qui concerne les produits de première nécessité, comme il a été annoncé par le gouvernement) et qui aurait plongé dans la misère, que subit déjà un quart de la population, des masses encore plus nombreuses.

Deuxièmement, ils ne font aucune confiance au régime bureaucratique pour la réalisation d'une quelconque réforme ou promesse et donc ils ne pouvaient prendre au sérieux le "modèle polonais de démocratisation". D'un côté Jaruzelski courtise les citoyens avec l'idée "du pluralisme socialiste" et de l'autre il exclut, non seulement le droit de fonder des partis politiques indépendants, mais même le pluralisme syndical. Jaruzelski déclare qu'il est prêt à prendre en considération la possibilité d'existence d'une "opposition socialiste" légale, mais en même temps il annonce d'emblée qu'il est exclu de légaliser "l'opposition anti-socialiste", c'est-à-dire Solidarité et, plus généralement, toute opposition authentique.

L'annonce du projet de hausse des prix a été accompagnée de celle d'une réunion du Comité de défense du pays (KOK). Depuis 1981, date de mise en place de cette

sinistre institution, non prévue par la Constitution, chaque Polonais connaît la signification d'une réunion du KOK : la menace d'instauration de l'état de guerre au cas où les masses réagiraient trop vivement à la hausse des prix.

Troisièmement, de larges couches de travailleurs sentent, instinctivement que l'introduction dans l'économie polonaise d'une réforme marchande radicale constituerait une grande menace sur tout ce qui reste des conquêtes sociales, qu'elle annonce une plus grande misère, un travail plus dur, des inégalités sociales accentuées et une insécurité accrue.

Igor Lewy, rédacteur du journal et l'un des fondateurs du Parti socialiste polonais (PPS), récemment créé, écrivait il y a quelques mois : *"Il semble que la version polonaise de la pérestroïka comblera les rêves de certains par son caractère libéral et l'ampleur des reprivatizations. On aura donc un communisme éclairé et marchand dans lequel, sous la protection des chars, du rôle dirigeant du parti et des alliances internationales, vont croître, comme des champignons après la pluie, les sociétés anonymes à responsabilité limitée et autres corporations, et où la protection sociale des plus défavorisés sera considérée comme une "erreur" de plus du passé. C'est dans un tel cadre qu'il nous faudra vivre et agir (...) Le coût de la voie polonaise au capitalisme que compte emprunter Jaruzelski et son équipe pour sauver le "camp socialiste" de la banqueroute doit être calculé et pesé avant qu'il ne soit trop tard".* (Robotnik, numéro 123 de mai 1987.)

La position de la KKW

Face au référendum, la Commission exécutive nationale (KKW) du syndicat Solidarité, déclarait le 25 octobre dernier : *"Tous voudraient que le pays se démocratise, que l'économie soit fondée sur des bases saines de marché, que la réussite des individus ne dépende que de leur travail et de leur capacité. (...)"*

Hélas nous ne pouvons oublier que les hommes qui nous gouvernent sont les mêmes que ceux qui, il y a six ans, avaient promulgué l'état de siège pour écraser les aspirations démocratiques de la société polonaise. (...)

Plus personne ne croit les gouvernants que parole. Il nous faut de véritables garanties politiques, sociales et économiques. Le référendum sera-t-il accompagné de garanties ?

La réponse est claire : non ! (Bulletin d'Information Solidarnosc, numéro 178, 1987).

La KKW n'a pas appelé au boycott du référendum ou à voter "non", mais elle s'est limitée à appeler à l'abstention passive, conformément à l'idée exprimée par Lech Walesa : *"C'est l'Ouest qui s'intéresse au référendum. Nous Polonais, nous l'ignorons"* (Libération du 1er décembre 1987.) Solidarité peut estimer, à juste titre, que le résultat du référendum représente pour elle un succès, mais en ce qui concerne spécifiquement sa direction, ce succès est très ambigu.

Dans son premier commentaire sur le résultat du référendum, Walesa n'a pas jugé utile de parler de l'échec du régime, mais s'est borné à constater qu'il témoigne du fait que *"la société polonaise est profondément divisée"*. Il jugea qu'il est "impératif" que Solidarité et le pouvoir s'adressent "en commun" au peuple pour l'inviter à *"sauver la Pologne"*, car *"le temps presse"*. Son principal conseiller politique, le professeur Bronislaw Geremek, estimait : *"C'est un échec pour tout le monde, car les autorités ont compromis l'idée du référendum et celle de réforme"* (Le Monde du 2 décembre 1987). D'autres dirigeants de l'opposition - Adam Michnik, Jan Litynski, Zbigniew Bujak, déclaraient *"se trouver sous le choc"* et être incapables de *"comprendre ce qui s'est passé"*, ou demandaient du temps pour expliquer la situation *"totalement inespérée"* et *"très grave"* (Libération du 2 décembre 1987.)

Le programme de Solidarité

Il ne pouvait en être autrement dans la mesure où le programme actuel de réforme économique de la direction de Solidarité est proche de celui que Jaruzelski veut mettre en pratique. Il s'agit là d'une modification radicale du programme adopté lors du 1er Congrès national de Solidarité en septembre 1981, et qui exigeait *"l'introduction, à tous les niveaux de gestion, d'une réforme autogestionnaire et démocratique et d'un nouvel ordre socio-économique qui combinerait le plan, l'autogestion et le marché"*, et déclarait que *"la réforme doit socialiser la planification"*, *"le plan central doit refléter les aspirations de la société et être librement accepté"*.

Le programme actuel de la direction de Solidarité est celui d'une *"réforme économique radicale de caractère marchand"*, qui *"doit conduire au rétablissement d'une véritable économie multisectorielle"*, *"assurer l'égalité de tous les secteurs de propriété, et limiter le rôle et la fonction de l'Etat dans l'économie, en restituant aux mécanismes de marché le rôle fondamental"*. (Widnokrąg numéro 6/7, 1987). Aucune planification centrale n'est plus envisagée, la crise de plus en plus profonde et de plus en plus irréversible de la planification bureaucratique en Pologne, en URSS et dans les autres pays du "socialisme réel" témoigne, de l'avis de la direction de Solidarité, de l'effondrement historique de l'économie planifiée.

Mais, plus la situation sociale des masses s'aggrave, plus le gouvernement cherche à imposer sa réforme économique, et plus un sentiment d'opposition à l'orientation suivie par la direction de Solidarité se développe chez une partie des dirigeants syndicaux. La première attaque ouverte est venue, dès le printemps 1986, d'Andrzej Slowik, président de Solidarité de Lodz. En septembre dernier, ses thèses critiques ont été reprises par 22 membres de la Commission nationale qui fut élue lors du congrès de 1981.

Dans une lettre ouverte à Walesa, ils

écrivaient : *"Le syndicat n'a aucun programme clair qui serait commun à l'ensemble des membres et il réserve bien peu de place dans ses proclamations aux problèmes sociaux et matériels. Cela risque (...) de couper les instances dirigeantes du syndicat de leur base dans les entreprises. Tout le monde comprend bien que Solidarité doit être un mouvement social mais il commettrait une grave erreur s'il renonçait à être perçu également comme un syndicat."*

Un mouvement social (...) négligeant les tâches syndicales classiques, perdrait une grande partie de son assise sociale à l'intérieur du pays et du soutien apporté par les syndicats et les centrales syndicales étrangères. Solidarité ne pourrait donc plus être considéré comme le représentant des intérêts des travailleurs et il cesserait d'être un facteur important de l'évolution des affaires polonaises." (Bulletin d'Information Solidarnosc, numéro 178, 1987).

Cette lettre a été signée, outre Slowik, par d'autres leaders historiques de Solidarité de plusieurs régions industrielles, dont Andrzej Gwiazda (voir interview page...) et Anna Walentynowicz de Gdansk, Marian Jurczyk de Szczecin, Severyn Jaworski et Zbigniew Romaszewski de Varsovie, Mieczyslaw Gil de Nowa-Huta, Lech Dymarski de Poznan.

Jozef Pinior, dirigeant de Solidarité de Basse-Silésie - également fondateur du Parti socialiste Polonais (voir page...) demandait en septembre dernier l'adoption de l'orientation suivante *"Solidarité retourne dans les usines. Il est avec les sans-nom, avec ceux qui sont attachés à la chaîne, avec ceux qui sont au fin fond de l'oppression et de la misère. La défense des opprimés, c'est sa vocation. On ne renonce pas à sa vocation en échange d'une chaude place dans la sacristie ou du marché libre."* (Robotnik numéro 129, septembre 1987).

"Une agitation sociale accrue"

La question qui se pose est de savoir si tous les dirigeants de Solidarité qui se prononcent pour une telle position seront capables d'unifier leurs forces et de convaincre les autres, actuellement éblouis par l'éclat fallacieux de l'économie de marché.

Le régime de Jaruzelski continuera certainement la mise en œuvre de son programme de réforme économique, comme le confirme la décision prise par la Diète au lendemain du référendum. La valse des étiquettes sera étalée dans le temps, et ceci, bien sûr, en fonction de la résistance sociale que rencontrera le régime. Mais en même temps, la crise de ce régime ira s'approfondissant, ce qui risque de permettre aux travailleurs polonais à reprendre confiance dans leur force et dans l'efficacité de leur résistance. *"Il faut s'attendre à une agitation sociale accrue"*, pronostique Jacek Kuron (Le Matin de Paris, 2 décembre 1987). ■

11 décembre 1987

"Il faut faire évoluer le système sous la pression sociale"

Interview de Jan Litynski

Nous publions ci-dessous trois interviews exclusives de personnalités représentatives des divers courants existant au sein du mouvement social Solidarité.

Jan LITYNSKI : En 1976, il prend part à l'organisation de l'aide aux grévistes réprimés de Ursus et Radom et collabore avec le Comité de défense des ouvriers (KOR), dont il deviendra membre en 1977. Il fonde alors le journal *Robotnik*, premier bulletin de l'opposition destiné aux travailleurs. En 1980 il devient expert de Solidarité. Arrêté le 13 décembre 1981, il s'enfuit et passera à la clandestinité. Membre de la Commission exécutive régionale (RKW) de Solidarité de Varsovie qui agit publiquement depuis l'automne 1986, il est un proche collaborateur de Jacek Kuron et de Zbigniew Bujak.

■ **Que pouvez-vous dire des résultats du référendum ?**

- Bien évidemment il s'agit d'une surprise pour tout le monde, car si l'on en croit, même ce que les autorités avaient officiellement expliqué, on n'organise pas un tel référendum pour le perdre. Et pourtant ce résultat est sans équivoque : le pouvoir a perdu. On peut poser la question de savoir pourquoi ils n'ont pas falsifié ce résultat pour annoncer qu'ils ont obtenu une majorité absolue de réponses positives. Je pense qu'ils étaient tellement persuadés de gagner, qu'ils n'ont pas préparé la falsification. Peut-être, et c'est une interprétation optimiste, qu'ils ne voulaient pas les falsifier, mais cela me paraît peu probable.

Le résultat me semble clair en ce qui concerne le jugement général sur la situation : quoi que fasse le pouvoir, quelle que soit sa propagande, il n'a pas la confiance de la société. D'autant plus que la campagne menée avant le référendum témoignait d'un manque de respect pour la société. Les questions n'étaient pas claires et bien qu'ils aient annoncé qu'ils expliciteraient le contenu de ces questions, ils ne l'ont pas fait. Mais surtout, il est apparu que les autorités se livraient à une forme de chantage : vous aurez des réformes, vous aurez peut-être une vie meilleure, éventuellement il y aura même quelques changements politiques, mais tout cela en

contrepartie de l'acceptation d'une très forte hausse des prix. Et c'est cela qui me semble être le plus grand succès dans ce référendum : la société a répondu "non" à la question de confiance. Et à mon avis, beaucoup de ceux qui ont voté "oui" au référendum l'ont fait seulement parce qu'ils sont convaincus que seul ce gouvernement peut réaliser des réformes. Par ailleurs, nombre de ceux qui ont voté "non" ou qui se sont abstenus, et dans ce cas ceux qui l'ont fait à l'appel de Solidarité, étaient également convaincus de la nécessité des réformes, mais pensaient ce gouvernement incapable de réaliser les réformes qu'il propose. A mon avis, il s'agit là d'un signal pour le gouvernement : sans réformes authentiques réalisées dès aujourd'hui, la situation ne pourra pas s'améliorer. En ce qui concerne Solidarité, le résultat montre d'abord que le choix d'ignorer ce référendum s'est avéré juste. Et ensuite, qu'il y a une possibilité de surmonter l'apathie sociale qui règne chez nous depuis assez longtemps. Si Solidarité se montre capable de stimuler l'activité sociale qui existe potentiellement en fonction même du résultat du référendum, alors on peut s'attendre à des changements assez significatifs et sur lesquels la société aura une influence.

■ **Mais en appelant à ignorer ce référendum, dans son premier appel du moins, la Commission exécutive nationale de Solidarité (KKW) n'avait pas mentionné la question de la hausse des prix. Vous dites qu'il y a aujourd'hui une possibilité de remobiliser la société. Autour de quels axes cela pourra-t-il se faire et quelle place réserver aux revendications matérielles des travailleurs ?**

- Je crois que ce n'est pas le seul axe, bien que les revendications matérielles soient indispensables. De plus, depuis 1982, il est apparu que la résistance spontanée contre les hausses de prix et que les luttes qui se sont développées, sans être organisées, pour des augmentations de salaires, ont été utiles, car elles ont empêché le pouvoir de dégager un surplus au détriment de la seule société. Toute cette résistance, cette lutte pour les salaires, a été une lutte pour des réformes car elle a forcé le pouvoir à entreprendre des ré-

formes structurelles. Je pense que c'était quelque chose de très précieux. Par contre, aujourd'hui une telle résistance est nécessaire, mais non suffisante.

Nous avons besoin aujourd'hui, de l'activité sociale dans beaucoup de champs à la fois. Il y a d'abord le problème de l'autogestion au niveau des entreprises : les conseils fonctionnent tant bien que mal mais ils devraient accroître leur activité. Il y a le problème fondamental pour Solidarité, à savoir la reconstruction du syndicat - un processus qui a commencé au travers de la création des comités constitutifs de Solidarité dans les entreprises. Il y a la question de l'autogestion démocratique au niveau des localités. La réforme, si elle se fait, se jouera en effet à l'échelle locale : il faudrait démanteler les structures actuelles, les diverses cliques, voire les mafias qui constituent un carcan à cause des liens qui existent entre l'administration, la *nomenklatura* et même une partie des entrepreneurs privés. Si on parvient à détruire tout cela au profit de l'autogestion locale, d'industries et de coopératives fonctionnant normalement, ainsi qu'au profit de l'activité économique privée, alors la réforme pourra être couronnée de succès. La réforme se joue donc sur deux niveaux : le premier c'est le démantèlement de la *nomenklatura* et des cliques dans les secteurs industriels les plus forts ; le second, peut-être plus important, c'est le niveau local.

■ **Ne pensez-vous pas que la question essentielle soit celle du pouvoir central ?**

- C'est bien évidemment le système qui est en cause. Mais ce système évolue sous la pression sociale. L'enjeu, c'est que le pouvoir central abandonne la gestion de la vie économique et celle de la vie locale. Pour qu'il le fasse il faudra une pression appropriée, car il fonctionne d'une façon telle, que sa tendance naturelle est de remplir tous les interstices de la vie sociale. Au contraire, ce doit être la société qui pénètre toutes les brèches qui apparaissent. Je ne vois pas aujourd'hui la possibilité de résoudre ce problème centralement, en ce sens que, du jour au lendemain, ce système serait transformé en un autre. Cela ne peut être qu'un processus avançant au fur à et mesure de l'évolution du système.

■ **Lorsque vous parlez de réforme économique, vous pensez à une réforme marchande...**

- Oui, bien sûr...

■ **Mais ne pensez-vous pas que la réponse de la société au référendum a été aussi un refus, sinon du projet de réforme marchande, du moins du coût social impliqué par l'introduction d'une telle réforme, quelle qu'elle soit et indépendamment de qui la réalise ?**

- Je pense que c'est un raisonnement erroné que de dire que la réforme implique des coûts sociaux, peut-être est-ce le cas,

je n'en sais rien. Les coûts sociaux ne découlent pas de la réforme, mais du passif accumulé par le système économique, social et politique totalitaire qui a dominé dans notre pays. Ces coûts nous devons les supporter. Nous sommes dans une situation où le niveau de vie va baisser.

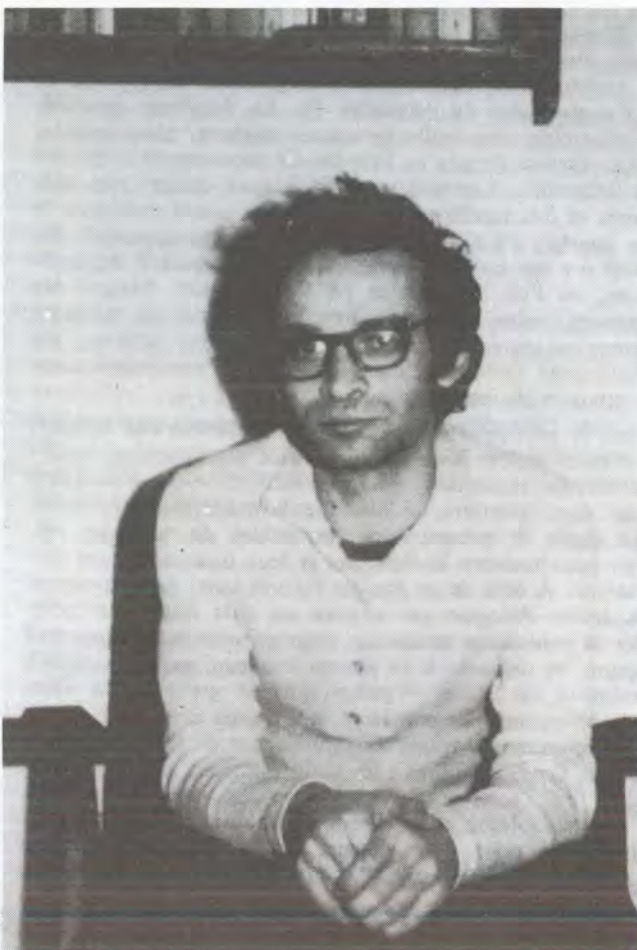
La question est de savoir si, avec cette baisse du niveau de vie, nous pouvons ou non réaliser la réforme. La question n'est donc pas de savoir si nous voulons une réforme marchande ou non marchande, mais seulement, ce qui est bien plus essentiel, qui devra supporter les sacrifices. S'il n'y a pas d'activité et d'organisation de la société, alors ce seront les groupes sociaux les plus faibles qui supporteront le poids des sacrifices. Si nous parvenons à imposer des syndicats indépendants et l'autogestion locale alors il y aura une chance que ces coûts soient supportés par ceux qui les ont induits, à savoir l'appareil et sa clientèle.

Le problème fondamental, que personne n'a encore soulevé, c'est celui du complexe militaire, celui de l'administration, de l'armée et de la police. Dans la situation actuelle, si la politique de Gorbatchev tend réellement à diminuer la course aux armements, alors cela devra avoir un effet réel sur la Pologne en conduisant à diminuer la production pour l'armée, les coûts de l'administration et de l'appareil répressif et militaire. C'est là qu'il faut chercher les réserves qui permettront de répartir les coûts de manière équitable.

■ En 1980, au moment des luttes qui ont débouché sur la fondation de Solidarité, une des revendications mises en avant était celle du rationnement, au nom de l'idée que chacun a le même estomac. La voie marchande aboutit au contraire à une répartition par l'argent et dans ce cadre les groupes les moins bien situés feront naturellement les frais de ce choix.

- Oui, c'est pour cela qu'il faut introduire des mécanismes qui garantiraient un certain minimum aux groupes les plus défavorisés. Mais ces mécanismes ne pourront être introduits qu'à la condition que Solidarité et les autres syndicats authentiques existent légalement.

Je ne vois pas d'autre voie pour le développement du pays que celle qui passe par le marché, ou autrement dit celle qui mène à la capitalisation du socialisme réel. Ce qui ne veut pas dire que des forces sociales qui prendraient la défense des groupes faibles ne doivent pas exister dans ce processus. Par contre le chemin du rationnement conduit à renforcer l'appareil central et à créer un groupe de gens intéressés à la perpétuation du système.



Jan Litynski (DR)

■ En 1981, Solidarité avait demandé l'instauration du contrôle social sur le rationnement. Ne pensez-vous pas que cela pourrait constituer une solution alternative ?

- Je ne le pense pas. Le système du rationnement implique l'existence d'un appareil bureaucratique développé et ce n'est pas une solution que de constituer au-dessus de la société un appareil de contrôle social qui aura une tendance naturelle à dégénérer. On aurait ainsi des appareils qui, tout en se contrôlant mutuellement, paralysent la vie sociale. Je suis, bien sûr, en faveur du contrôle social, mais il doit se faire à travers des mécanismes démocratiques, qu'ils soient parlementaires ou marchands, et à travers divers groupes sociaux. Par exemple en ce qui concerne la question de l'écologie, qui nécessite pression et contrôle social.

■ De quelle manière Solidarité peut-il aujourd'hui exercer son influence en vue d'obtenir de tels changements ?

- Tout d'abord des comités constitutifs de Solidarité doivent se créer dans les entreprises. Si nous n'y parvenons pas, nous ne parviendrons à rien car je vois aujourd'hui clairement, même si cela n'était pas inéluctable, que le pouvoir n'autorisera pas de lui-même l'instauration du pluralisme syndical. Une assez forte

pression sera nécessaire. Il y a aujourd'hui dans nos rangs deux conceptions en ce qui concerne ces comités.

L'une, c'est qu'il suffit de les créer et d'attendre que grâce au nombre ils imposent Solidarité et l'autre, qui m'est beaucoup plus proche, que ces comités se fondent, passent par une phase de constitution et commencent immédiatement à agir. Ce serait une forme indirecte de continuation de l'activité de Solidarité des années 1980-1981.

Mais aujourd'hui cela ne suffit plus. Si pendant des années nous avons réclamé, dans le cadre d'un compromis, la possibilité d'existence de Solidarité au niveau des entreprises, dans le cadre de la réforme cela ne suffit plus : nous devons entamer une activité organisationnelle à un niveau supérieur à celui de la seule entreprise, ce qui je pense ne devrait pas tarder à se faire. Depuis quelque temps nous observons une tendance à l'abandon de l'activité clandestine, qui à l'heure actuelle semble assez vaine, au profit de l'activité au grand jour.

■ En 1981 vous aviez rédigé un article dont le sens était : il est temps de commencer à se diviser. Au sein de Solidarité aujourd'hui des divisions apparaissent de plus en plus clairement, y compris à son niveau central. Je fais ici référence notamment à la lettre de 22 dirigeants de Solidarité à Lech Walesa.

- Je suis pour les divisions, à conditions qu'elles se fassent autour d'authentiques tendances, de programmes différents et non autour de la question de savoir qui fera ou non partie de la direction. Il me semble que la lettre des 22 est une erreur. Aujourd'hui la convocation de la Commission nationale ne servirait à rien car Solidarité est ce qu'il est : affaibli et existant dans le cadre de certaines structures. C'est dans ce cadre qu'il doit commencer à agir et cela devrait se faire avec le soutien d'autres personnes qui veulent aussi agir dans Solidarité. Ce n'est pas le moment de s'interroger s'il faut la Commission nationale ou la KKW. La KKW a été fondée je pense qu'il s'agit d'un pas en avant organisationnel, car on supprime la division assez artificielle et nocive entre une partie clandestine et une partie publique de la direction.

La KKW est la seule direction qu'on puisse avoir aujourd'hui, elle est apparue de manière naturelle, bien que sa composition soit partiellement le fruit du hasard car il s'agit de gens qui étaient à la tête des structures clandestines dans leurs régions, ou qui y jouissent d'une grande autorité. Dans une telle situation poser la question de la convocation de la Commission nationale au lieu d'agir aux côtés de la KKW me semble une erreur. Et cela bien

que je sache que nombre des signataires de la lettre des 22 sont des dirigeants actifs dans leurs régions et qu'ils font du bon travail.

■ **Mais les signataires de la lettre des 22 ne demandent pas seulement la convocation de la Commission nationale de Solidarité. Ils critiquent aussi l'affaiblissement de son caractère syndical, son manque de préoccupation pour la défense du niveau de vie et des autres intérêts matériels des travailleurs...**

- Je suis d'accord avec la critique que Solidarité ne s'occupe pas assez des questions matérielles, c'est juste. Mais il faut prendre en compte le fait que jusque là, la plupart des textes de Solidarité passaient inaperçus car de tels textes doivent pouvoir être reliés à un certain niveau d'activité. A quoi aurait servi un rapport de Solidarité sur les conditions de travail dans les entreprises s'il n'y avait aucune possibilité de luttés pour une amélioration de ces conditions. Car les gens préfèrent travailler dans de mauvaises conditions et gagner plus d'argent.

Je crois que pour un syndicat le problème des conditions de travail est fondamental, mais il doit s'inscrire dans un contexte plus général, celui d'un mouvement. Et ce n'est qu'aujourd'hui que nous avons une chance de le créer. S'il est donc vrai que diverses instances de Solidarité délaissaient nombre de questions sociales et que ce fut une erreur, cette erreur avait sa source dans la situation générale et non dans la mauvaise volonté. Il ne servait à rien de faire un appel de plus. On aurait pu agir, non par la voie des appels mais, comme le propose par exemple Zbigniew Romaszewski, en organisant des distributions massives de tracts sur les conditions de travail dans les mines de Silésie ou dans le textile de Lodz. Nous n'avions probablement pas les moyens de le faire, et ce fut une erreur.

■ **En ce qui concerne la direction même de Solidarité, vous aviez mentionné les divergences apparues autour de la question de l'activité clandestine ou publique. Cette divergence me semble aujourd'hui dépassée mais j'ai l'impression qu'une autre, plus profonde, est apparue. On pourrait la présenter, de manière schématique, comme une opposition entre ceux qui mettent l'accent sur la question de la réforme marchande et sont donc prêts à envisager certains sacrifices matériels des travailleurs et ceux qui insistent sur la lutte contre l'austérité au niveau des entreprises. Ce second choix apparaissait par exemple dans un article de Henryk Wujec et Maciej Jankowski, ou encore au travers des positions défendues dans le journal Robotnik.**

- En ce qui concerne le texte, à mon avis très bon, de Wujec et Jankowski, il présente la position de Solidarité. Il n'a malheureusement pas eu l'écho qu'il méritait, c'est-à-dire qu'il n'a pas contribué à faire bouger les choses dans les entrepri-

ses. Ce texte n'est en aucune manière contradictoire avec la réforme. Pour Solidarité, il faut organiser des actions revendicatives dans les entreprises en défense des conditions de vie et il faut réaliser la réforme. Il s'agit de deux niveaux différents.

Autrement dit, l'introduction de la réforme est inséparable de la lutte pour le contenu de cette réforme et sur ce terrain divers groupes sociaux vont agir pour défendre leurs intérêts. Cela peut ralentir le rythme de la réforme, mais ce sera utile. Car ce que propose le gouvernement c'est une sorte de jungle économique, de libéralisme à la Milton Friedman (1) et Solidarité doit, bien évidemment, se défendre face à cela. Mais la jungle économique est une chose et un système de marché une autre.

Par contre, il est possible que la position de Robotnik se fonde sur un autre point de vue, à savoir la conviction que la réforme économique marchande réduit le niveau de vie des ouvriers. Je ne suis pas d'accord avec une telle analyse. Je pense qu'il est nécessaire de prendre les décisions économiques normales, et la question de savoir comment chacun devra se défendre est secondaire. Autrement dit, dans le cadre du système actuel on n'a rien à défendre, car on vit dans un pays qui est non seulement en crise économique, mais en état de décomposition économique. L'enjeu est d'arrêter cette décomposition.

Il est clair que par les seules revendications matérielles et le maintien de la structure existante, à cause de l'attache-



ment idéologique à une telle structure, on n'obtiendra rien. Par contre je pense que la réforme économique faciliterait la défense du niveau de vie, car elle conduirait à un redéploiement économique, il y aura plus de marchandises dans les magasins, et il sera plus facile de défendre le niveau de vie.

■ **Si je comprends bien votre point de vue, vous pensez qu'avec l'instauration du marché il y aura plus de marchandises produites ?**

- Oui, je considère que le développe-

ment du mécanisme du marché, de l'entreprise privée, des coopératives, de l'industrie et de l'autogestion locales est actuellement la seule voie pour accroître l'offre de marchandises. Car il est clair que le système actuel, de par sa nature, traite la consommation seulement comme un mal nécessaire.

■ **Autant dans le cadre du système actuel les entreprises privées peuvent apparaître comme plus efficaces, car elles agissent sur des segments délaissés par la grande industrie, autant je crois qu'une ouverture du marché polonais vers l'extérieur pourrait conduire à une désindustrialisation du pays. La productivité de l'industrie polonaise est en effet très inférieure à celle des pays développés et elle ne résisterait pas à la concurrence internationale.**

- Mais la désindustrialisation, etc. s'est déjà produite. Nous avons des machines hors d'usage, l'air est vicié, les sols sont appauvris, etc. Si nous continuons dans le cadre de ce système, la décomposition sera totale. Les Polonais deviendront une nation dégénérée au cœur de l'Europe, cela nous ne pouvons le permettre. Ce système ne peut plus être sauvé, il n'a plus aucune réserve. Des réserves ne peuvent surgir que par l'initiative des gens, c'est-à-dire si les gens créent des entreprises privées, si les entreprises étatiques cessent de l'être et commencent à fonctionner normalement sur le marché, si on a une concurrence normale. Il y a, bien évidemment, une masse de problèmes qui sont liés à cela.

La question des entreprises privées est d'ailleurs marginale, ce qui est important, c'est que les gens puissent travailler avec l'espoir d'un bénéfice, qu'ils produisent dans l'idée de vendre. Dans ce pays on a gaspillé des milliards. Je ne connais pas d'autre solution si on veut une amélioration radicale de la situation, que celle qui passe par le marché. Je suis d'accord pour dire qu'il est nécessaire d'avoir des mécanismes de défense contre les effets du marché, mais comment se défendre contre quelque chose dont on ne sait même pas ce que c'est !

■ **En 1981, le Congrès national de Solidarité se prononçait pour un nouveau système de gestion de l'économie, basé sur la combinaison de la planification socialiste et démocratique, de l'auto-gestion ouvrière et sociale, non seulement au niveau des entreprises et des communes, mais aussi global, avec une Chambre autogestionnaire, et des mécanismes du marché. Ce projet, me semble-t-il, a disparu, entre temps, des propositions de Solidarité au profit d'un système basé essentiellement sur le marché.**

- Il a disparu car, entre temps, un certain nombre de faits nouveaux sont apparus. Il s'est avérée qu'il est tout simplement impossible de rafistoler le système et que de plus, la crise polonaise n'est pas

1) Milton Friedman, chef de file de l'école de Chicago, ultra-libérale monétariste.

spécifiquement polonaise. C'est-à-dire qu'elle n'est pas due à une corruption particulière du pouvoir polonais ni une révolte particulière du peuple polonais, mais qu'il s'agit d'une crise générale de ce type de système. L'arrivée de Gorbatchev en témoigne d'une certaine manière. Des discussions au sujet d'un hypothétique système idéal ne m'intéressent pas. Il est clair que le socialisme qui existe, qui "existe réellement" comme ils aiment à le répéter, est un système qui mène à une impasse totale. Et nous n'avons d'autre modèle alternatif que celui du marché, personne n'en a imaginé d'autres.

Alors c'est par là que nous devons nous diriger. Je suis conscient de l'énormité des problèmes auxquels nous allons être confrontés. Le problème est de savoir ce que doit faire l'entreprise publique dans le cadre de la réforme. Il n'est pas en premier lieu de permettre le développement des entreprises privées, même si c'est certainement nécessaire et utile. Le libéralisme est, dans ce cas, utopique. Nos libéraux pensent que dès que l'État autorisera la création des entreprises privées, nous assisterons à un boom et que nous serons tous heureux, il suffira de tendre la poche. C'est faux. Il y aura des problèmes sociaux à résoudre, mais dans le cadre d'un processus conduisant à l'introduction d'un marché normal. Le développement économique, tous les facteurs économiques, doivent être régis par le marché et non par le planificateur central, parce que celui-ci n'est pas capable de le faire.

■ *Il y a peu a été fondé en Pologne le Parti socialiste polonais (PPS). Que pensez vous de cette initiative ?*

- D'abord je voudrais souligner mon point de vue personnel : je ne suis pas intéressé par le militantisme dans un parti, je préfère agir au travers des mouvements sociaux, du syndicat et non au travers d'un parti politique. En ce sens le PPS ne m'intéresse pas non plus, et en général je ne suis pas intéressé par des partis dont le programme vise à l'accession au pouvoir. Mais je ne suis pas contre leur création, car je suis en faveur d'un système pluripartiste.

J'ai donc un point de vue extérieur. Je pense que lorsque les groupes qui se réclament de la droite sont très actifs, il est bon qu'apparaisse un groupe qui dise : nous sommes socialistes, nous sommes la gauche. De cette manière la vie sociale devient plus riche. Les discussions politiques au lieu de prendre la forme d'attaques des groupes de droite contre Solidarité prendront celle d'une discussion entre deux orientations politiques opposées.

Par ailleurs il me semble que la création, actuellement, de partis politiques est un peu prématurée, mais ce n'est pas mon affaire.

Enfin, et c'est l'aspect le plus important à mon sens, il est un peu anachronique, aujourd'hui, de se diviser selon une ligne de partage gauche-droite. D'une certaine façon la vie semble me donner tort, car ce clivage existe et il faut le prendre en compte. Mais je pense que les tâches pratiques liées à la situation actuelle ne sont pas concernées par cette polarisation, bien qu'il soit possible que cela change dans l'avenir. Par exemple dans les textes des groupes de droite il y a

beaucoup de choses avec lesquelles je suis d'accord. Bien qu'elles soient dites dans un langage qui ne me convienne pas, je suis d'accord avec certaines de leurs conclusions pratiques. En particulier dans les conditions de la Pologne je crains que les oppositions gauche-droite ne prennent la forme rigide de désaccords idéologiques. Je préférerais que les divisions apparaissent autour des questions pratiques : quelles solutions concrètes à des questions comme celle des coûts sociaux de la réforme ou encore celle de l'action commune avec les autres peuples du camp soviétique ou enfin la question de l'attitude envers les réformes ? Si ce n'est pas le cas, tant pis. De toute manière la formation du PPS contribue à enrichir la carte politique, même si, à mon sens, cette dernière n'est pas organisée selon un axe gauche-droite.

■ *Ne pensez-vous pas que l'apparition des partis et groupes politiques devra trouver une expression au*

sein de Solidarité, voire même dans le cadre de sa direction, qui pourrait justement devenir un cadre commun pour l'action concrète de divers courants idéologiques ?

- Pour savoir si les militants de ces groupes devraient ou non entrer dans les instances du syndicat, il faudrait savoir s'ils sont décidés, ou non, à agir en son sein. De par sa nature, Solidarité doit être pluraliste, regrouper plusieurs courants. Justement je pense qu'au sein de Solidarité il y a place pour des différenciations sur le terrain pratique et non idéologique. Solidarité a toujours été différencié et le restera, mais il me semble bon qu'il puisse se libérer du poids des divergences politiques au sens strict.

Propos recueillis
au téléphone, le 8.12.1987
par Cyril Smuga

POLOGNE-EXCLUSIF

"Nous entendons représenter les opprimés"

Interview de Jozef Pinior

Jozef PINIOR : Trésorier régional de Solidarité de Basse-Silésie, il entre dans l'histoire comme celui qui, peu avant l'instauration de l'état de guerre, aura retiré de la banque 80 millions de zlotys - argent qui servira à financer l'activité clandestine du syndicat. En novembre 1982 il prend la tête du Comité régional de grève (RKS) de Basse-Silésie et entre au sein de la Direction nationale clandestine (TKK) de Solidarité. Participe à l'élaboration de la "ligne des usines" - une orientation combative qui sera mise en pratique dans sa région. Arrêté en avril 1983, il sera libéré à l'été 1984. Depuis, il a notamment été condamné à... rembourser les 80 millions de zlotys utilisés pour financer l'activité syndicale clandestine. Entre septembre 1986 et octobre 1987 il fait partie du Conseil provisoire national (TRS) de Solidarité qui agit au grand jour. En novembre 1987, il participe à la fondation du Parti socialiste polonais, dont il est le vice-président du Conseil général. Depuis lors, il n'exerce plus de fonctions au sein d'organismes dirigeants de Solidarité.

INPRECOR : *Que pensez-vous des résultats du référendum ?*

- A mon avis, ils reflètent surtout la méfiance envers le pouvoir, envers l'ensemble de la politique de l'équipe du général Jaruzelski depuis le 13 décembre 1981, et non une méfiance envers les changements proposés dans l'économie. Les Polonais ont dit "non" au régime de cette équipe. La société est en faveur des réformes économiques et politiques, mais en faveur de réformes authentiques et non d'une farce qui devait être légitimée par le référendum.

■ *Mais l'introduction d'énormes hausses des prix constitue un des aspects de la réforme économique du général Jaruzelski. Ne peut-on donc pas penser que le résultat du référendum constitue également un refus de ces hausses ?*

- Les gens ont du mal à accepter une paupérisation croissante, et cela sans aucune des garanties que donne la possession des libertés civiques et politiques, même à un niveau aussi élémentaire que celui du pluralisme syndical et du droit à défendre ses propres intérêts grâce à une représentation syndicale indépendante. Lorsqu'on possède de tels droits et garanties, alors on peut discuter des augmentations des prix, des sacrifices matériels. Mais une telle discussion est impossible en l'absence des libertés politiques et

syndicales élémentaires. Il est évident que le résultat du référendum a également été une réponse aux projets gouvernementaux de hausse des prix.

■ **Pensez-vous que les travailleurs seraient prêts à accepter des hausses des prix en échange du pluralisme syndical, et qu'ils ne profiteraient pas immédiatement de la légalisation de leur syndicat indépendant pour imposer une compensation salariale aux augmentations des prix ?**

- Non, il s'agit là de quelque chose d'inimaginable. Et le pouvoir ne raisonne pas en ces termes, il n'a nullement l'intention de compenser les hausses des prix et la paupérisation croissante de la société en lui octroyant les libertés syndicales. Sans aucun doute nous assisterons en Pologne à la lutte de la majorité de la société pour une vie matérielle décente, à une lutte sur des questions les plus élémentaires. C'est le résultat de l'"albanisation" qui avance d'année en année, d'un énorme appauvrissement. Les gens n'ont plus rien à perdre, ils n'ont pas d'avenir. Leur niveau de vie est extrêmement bas, et il est encore menacé de baisser.

Nous serons les témoins de réactions naturelles, d'explosions de luttes pour l'amélioration des conditions de vie. Mais ces luttes vont se cristalliser au niveau politique, en tant que luttes pour les libertés syndicales, les droits autogestionnaires et les libertés politiques. Car en Pologne nous avons affaire à une telle conscience sociale, il est peu probable que l'expression de ces luttes soit différente. Il est inimaginable que la résistance aux hausses des prix et la défense du niveau de vie ne soit pas liées à la lutte pour les libertés syndicales ou qu'on puisse lutter pour les libertés syndicales sans en même temps lutter en défense du niveau de vie.

■ **Un des phénomènes nouveaux de la résistance sociale est l'apparition des initiatives pour légaliser les syndicats indépendants d'entreprise. Je sais que vous soutenez ces initiatives...**

- Dans la région de Wrocław naissent actuellement à la base, des comités constitutifs de Solidarité, qui tentent d'imposer l'enregistrement des organisations syndicales indépendantes à l'échelle de l'entreprise. Il s'agit bien évidemment d'une manifestation de la situation sociale, dont nous avons parlé. C'est avant tout le mouvement de gens jeunes, de jeunes ouvriers de 18-20 ans qui n'étaient pas dans Solidarité en 1980-81 et qui sont entrés dans la vie active après l'instauration de l'état de guerre. Ils commencent à découvrir aujourd'hui en quoi consiste l'activité revendicative classique. La forme de ces comités constitutifs du syndicat Solidarité au niveau de l'entreprise est



Jozef Pinior (DR)

pour eux très attractive, car il s'agit à la fois d'un moyen de lutter pour le droit d'activité syndicale légale et d'un moyen d'agir à découvert. D'où l'intérêt des jeunes pour cette idée. De tels comités sont apparus en Basse-Silésie dans plusieurs entreprises : à Polar, dans la fabrique d'armements Hydral, dans la mine Polkowice de Walbrzych, dans l'usine Dołmel bastion traditionnel de Solidarité à Wrocław. Nous verrons comment cela se développera. Je pense que ces comités doivent franchir deux étapes. La première relève d'une question organisationnelle élémentaire : il faut trouver dix courageux qui décideront de constituer un tel comité. Je le répète, courageux, car bien que la constitution d'un tel comité soit formellement légale, ce dernier est immédiatement confronté à la répression de l'administration et de la SB (police politique ndlr). Solidarité tente depuis sept ans déjà de franchir ce premier seuil. Mais ce qui sera décisif pour le succès du comité, c'est le franchissement de la seconde étape : l'élaboration d'un programme syndical au niveau de l'entreprise, c'est-à-dire d'un programme grâce auquel les travailleurs de l'entreprise en question pourront s'identifier avec cette dizaine de courageux. Il s'agit là d'un programme de revendications très concret, de revendications qui pourraient être satisfaites dans le cadre des rapports entre le comité constitutif et le directeur de l'entreprise. Il faut que les travailleurs puissent à nouveau oser lutter, ne serait-ce que sur des questions élémentaires, l'amélioration des conditions de travail, la sécurité, tout ce qui peut être obtenu sans se confronter aux autorités supérieures. Si les comités en sont capables, s'ils élaborent de tels programmes, alors ce sera un succès. Ils ne doivent même pas obtenir d'emblée une victoire, ce qui est important, c'est qu'ils formulent

des revendications et entament une campagne pour leur satisfaction. Alors ils obtiendront le soutien massif des travailleurs dans leurs entreprises.

■ **Une telle manière de présenter les tâches du syndicat n'apparaît que rarement dans la presse indépendante, pour ne pas parler des déclarations des instances dirigeantes de Solidarité. Par contre, beaucoup de place est consacré à la question de la nécessité d'instaurer le marché libre...**

- Au sein de l'opposition polonaise existe un problème général. A mon avis on peut le résumer de la manière suivante : nous avons besoin d'une opposition pluraliste. Il y a sept ans, Solidarité était tout à la fois une plate-forme d'identité nationale, un syndicat au sens classique du terme, la lutte pour le marché libre... Divers mouvements co-existaient au sein de Solidarité. C'était un mouvement social qui s'est avéré être un excellent moyen de lutte contre le totalitarisme. Pendant ces sept années, le paysage s'est cependant modifié. Nous assistons à l'évolution de ce système - je ne sais pas si on peut appeler cela une réforme, mais le système n'en évolue pas moins. L'opposition change également. La société indépendante est apparue; la société est devenue un sujet politique. Voilà pourquoi cette forme d'unité caractéristique de Solidarité d'il y a sept ans est finie, qu'elle ne sert plus à grand chose. On assiste à une très claire formalisation de l'opposition entre deux pôles opposés. D'un côté nous avons Marcin Krol et son journal *Res Publica* (1) ainsi que les sociétés économiques qui tentent de se former et d'agir en faveur d'une économie classique de marché libre, de l'autre, à gauche, se forme le Parti socialiste polonais (PPS). Nous sommes dans une période de diversification de l'opposition. Pour la bonne santé de l'opposition et plus généralement de la société indépendante, cette diversification et cette articulation des philosophies politiques et des idéologies sont importantes et utiles. On pourrait avoir l'impression que tout cela se fait au détriment de Solidarité, mais c'est faux, car il ne s'agit que d'un développement naturel de Solidarité. L'ancienne formule de Solidarité ne tient plus. Tout ce qui était regroupé au sein de Solidarité, se développe aujourd'hui à l'extérieur, sous la forme de plate-formes idéologiques plus claires.

Si l'on prend Solidarité en tant que syndicat, ce qui est pour moi le plus précieux, c'est ce qui se passe dans les entre-

1) *Res Publica* : revue indépendante se réclamant de la droite "néo-conservatrice", seule publication d'opposition légalisée (en 1986) par le gouvernement de Jaruzelski. Le courant néo-conservateur critique Solidarité pour son "jusqu'au-boutisme" au nom d'une prétendue opposition réaliste et constructive au pouvoir en place.

Sociétés économiques : indépendantes de promotion de l'entreprise privée, qui commencent à apparaître dans le sillage de la réforme économique. L'une d'elles, à Cracovie, a obtenu sa reconnaissance légale

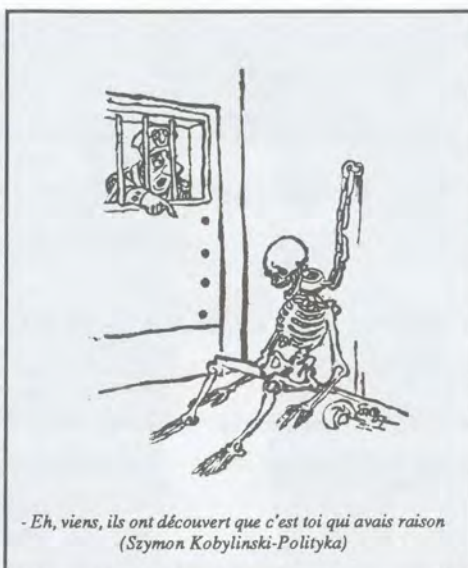
prises, c'est à dire l'activité des comités constitutifs dont j'ai parlé, celle des commissions clandestines d'entreprises de Solidarité, et aussi le développement de la presse syndicale. En parlant de presse syndicale je pense aux journaux indépendants édités dans les entreprises par les commissions clandestines. C'est ce niveau de lutte syndicale qui m'est le plus proche.

■ **Que pensez-vous de la lettre de 22 dirigeants syndicaux adressée en septembre dernier à Lech Walesa, dans laquelle ils soulignent le danger de voir Solidarité perdre son identité syndicale et insistent sur l'urgence d'élaborer un programme revendicatif comme celui dont vous avez parlé, mais au niveau national ?**

- Je pense que nous sommes aujourd'hui dans une situation où l'articulation des revendications au sein de Solidarité se fait à différents niveaux, mais avant tout à la base - dans les commissions clandestines d'entreprises, des comités constitutifs agissant au grand jour, de la presse syndicale (et je souligne encore, celle qui est éditée dans les entreprises), mais aussi au niveau des régions et sous diverses formes au niveau national, tant par le biais de la plate-forme des vingt-deux, ou celle de la Commission exécutive nationale (KKW), que d'une autre manière. Tout cela devrait aujourd'hui être renforcé par une certaine plate-forme politique, et de là découle l'idée de constituer le PPS. Il me semble que le moment est venu de lutter pour que les groupes socialement et économiquement opprimés deviennent sujets politiques, que c'est le moment pour renforcer la lutte syndicale au niveau élémentaire des entreprises, par l'élaboration d'une plate-forme politique. Nous pensons que telle devrait être la tâche d'un parti politique, concrètement le PPS. Nous voulons, grâce au PPS, donner une force politique aux groupes socialement opprimés.

■ **Pourriez-vous présenter les buts que se fixe le PPS ?**

- Ce qui est nouveau dans l'expérience politique que constitue la création du PPS, c'est que nous déterminons clairement les intérêts sociaux que nous voulons représenter. Il s'agit d'une nouveauté par rapport à Solidarité en tant que mouvement social anti-totalitaire qui exprimait divers intérêts, avant tout ceux des groupes socialement opprimés, mais pas seulement ceux-là. D'ailleurs Solidarité en est toujours à ce point. Au contraire, nous pensons que le temps est venu d'exprimer ces intérêts plus clairement, qu'il est temps de prendre franchement position. C'est ce que fait le PPS. Nous n'entendons pas représenter la société dans son ensemble, mais seulement les intérêts de certains de ses secteurs, c'est-à-dire des ouvriers et plus généralement, de tous les opprimés socialement et économiquement. Il s'agit là d'une modification qualitative dans le paysage politique de notre pays, constitué



par les changements économiques introduits par le pouvoir, de la paupérisation de la société, de l'évolution du système, et nous voulons y apporter la force politique de ces groupes sociaux. Ces groupes, tant bien que mal, deviennent un sujet social au niveau syndical, bien que cela soit illégal, et aussi au niveau autogestionnaire. Mais il est nécessaire de constituer un sujet social qui puisse en faire une force politique. Le PPS, c'est une sorte d'auto-convocation à la gauche. Aujourd'hui en Pologne, on peut lutter pour le marché libre ou faire ce que fait l'Eglise - je pense à la défense de l'identité nationale - mais il faut également lutter en défense des opprimés. Et c'est notre choix. Bien sûr, la gauche regroupée au sein du PPS n'est pas uniforme, divers courants, groupes et opinions y existent. A Wrocław, par exemple, nous avons entre autres, des groupes anarchisants, d'autres qui sont typiques de ce qu'on nomme la "nouvelle gauche" et enfin des sociaux-démocrates dans le sens traditionnel du terme. Le PPS aspire à devenir un pôle de regroupement de la gauche. Son nom fait référence à une tradition avec laquelle nous sommes tous d'accord. Le PPS était un parti qui ne s'est aucunement compromis dans l'histoire de la Pologne (2). Nous verrons comment cette référence à la tradition du PPS va se concrétiser au niveau programmatique, et quelle variante programmatique sera dominante.

■ **Le programme du PPS n'est pas encore élaboré ?**

- Pour le moment existe seulement une déclaration politique élémentaire, dans laquelle nous présentons ce que nous voulons faire, représenter les groupes socialement opprimés et leur donner une force politique, et nos objectifs de lutte : les libertés syndicales, les droits autogestionnaires, les libertés politiques pour les ouvriers, le droit de refuser le service militaire, la protection de l'environnement, l'abolition de la peine de mort, etc., c'est-à-dire les buts classiques de la gauche dans le monde entier. Nous affirmons claire-

ment que nous n'acceptons pas le système constitutionnel de la Pologne populaire, par exemple l'hégémonie constitutionnelle du Parti communiste. Maintenant, sur la base de cette déclaration, nous avons commencé l'élaboration du programme. Le statut provisoire que nous avons adopté garanti le droit de présenter diverses plate-formes politiques et de s'organiser autour d'elles au sein du parti.

■ **Le quotidien français Libération (3) a laissé entendre que le PPS se réclame de la doctrine sociale de l'Eglise. Cela semble être contradictoire avec la tradition du PPS, parti qui au travers toutes les phases de son histoire fut strictement laïc...**

- Il s'agit là d'une confusion. Dans notre déclaration de principes nous constatons que le PPS historique - celui d'avant la Première et la Deuxième Guerre mondiale - avait été un parti anticlérical. Dans le système totalitaire où nous vivons, la situation est très différente. Le PPS actuel ne sera pas un parti anticlérical, car les temps ont changé, et nous pensons qu'au sein de notre parti, des socialistes animés par la doctrine sociale de l'Eglise et de Jean-Paul II pourront trouver leur place.

■ **Cela signifie-t-il que le PPS espère regrouper aussi bien des socialistes d'inspiration chrétienne que, par exemple, des marxistes ?**

- Oui, bien sûr, et c'est cela qui a été mal compris par Libération. Je pense que notre position à ce sujet est très claire.

■ **Pour terminer, je souhaiterais que vous expliquiez le caractère de la manifestation organisée à Wrocław par l'Alternative orange à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Vous avez pris part à cette manifestation. Des informations contradictoires furent publiées : d'une part qu'il s'agissait d'une démonstration politique, dont les participants exigeaient notamment la réhabilitation de Léon Trotsky et, d'autre part, qu'il s'agissait d'une blague d'étudiants. Qu'en est-il ?**

2) Le mouvement socialiste polonais fut divisé dès ses débuts entre une aile révolutionnaire internationaliste, la Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lithuanie (SDPiL) dirigée par Rosa Luxembourg, et une aile indépendantiste, le Parti socialiste polonais (PPS) fondé en 1892. Ce dernier se divisa en deux en 1906. Le PPS-Gauche fusionna en 1918 avec la SDKPiL pour former le Parti communiste. D'autre part le PPS-Fraction révolutionnaire, entama la lutte armée (terroriste) pour l'indépendance nationale. En 1918 ses militants reconstituèrent avec d'autres groupes le PPS sur une base réformiste et anticommuniste social-démocrate. Ce parti fut le plus grand parti ouvrier durant l'entre-deux-guerres. Sous l'occupation nazie, l'appareil du PPS passa à la clandestinité sous le nom de Liberté-Egalité-Indépendance (WRN) et joua le rôle dirigeant dans les structures politiques (et non militaires) de l'Etat clandestin polonais. A la fin de la guerre certains socialistes acceptèrent de reconstituer un PPS légal dans le cadre fixé par les stalinien, ce parti fusionna avec le parti stalinien polonais en 1948 pour former le POUP. Pour sa part le PPS-WRN resta clandestin, refusant de reconnaître le pouvoir stalinien, par lequel il fut brisé. Le secrétaire général du PPS-WRN, Kazimierz Puzak mourut en prison en 1951. Après 1948, le courant socialiste organisé et se réclamant des traditions du PPS cessa d'exister jusqu'à l'apparition en novembre dernier d'un parti de ce nom.

3) Libération du 28-29 novembre 1987.

- L'Alternative orange fait partie du mouvement de la culture alternative. Depuis un certain temps, elle organise à Wrocław des actions de rue sous forme de happenings. Leur contenu est à la limite de la culture et de la politique et relève du surréalisme. Cette forme a très bien pris à Wrocław. L'Alternative orange avait commencé par des actions élitistes, auxquelles ne prenaient part que quelques personnes, mais cela s'est transformé en actions de masse, au cours desquelles la police a arrêté, pour quelques heures, jusqu'à 150 personnes, ce qui est déjà un fait politique important. Le fondateur de l'Alternative orange est un jeune écrivain indépendant de Wrocław, Waldemar Hydrych. Il ne s'agit pas d'un groupe constitué, mais plutôt d'un centre d'initiatives qui propose des actions concrètes et invite les diverses organisations indépendantes - Solidarité, le Mouvement liberté et paix (WIP) et maintenant aussi le PPS - à y prendre part. Je suis personnellement un chaud partisan de l'Alternative orange et je ne manque pas de participer à ses actions de rue. En ce qui concerne le happening organisé à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, il s'agissait d'une version surréaliste des cérémonies classiques organisées par le pouvoir à cette occasion. Environ 150 personnes - des

étudiants, des lycéens, des groupes de culture indépendante, des militants de Solidarité - ont participé à ce happening, où chaque groupe était venu avec ses propres slogans. Par exemple un des groupes est venu avec une banderole portant "Nous soutenons Boris Eltsine". Imaginez-vous le surréalisme d'une telle situation ! Un autre groupe portait une banderole avec l'inscription : "Nous exigeons la pleine réhabilitation du camarade Léon Trotsky". Il est bien évidemment difficile de dire, où finissait le comportement surréaliste et où commençait la philosophie politique. Je pense que ces deux aspects étaient présents, que sans doute les gens qui portaient la banderole sur Trotsky devaient avoir quelque chose de commun avec lui, bien qu'en Pologne, il y ait une bonne dose de surréalisme dans une telle référence. La dernière action de l'Alternative orange fut un happening organisé deux jours avant le vote autour du référendum. Les participants s'y livraient tous à une parodie d'autocritique politique et déclaraient qu'ils voteraient "deux fois oui". La police a encore arrêté pour quelques heures près de 150 personnes. ■

Propos recueillis au téléphone
le 4 décembre 1987

POLOGNE-EXCLUSIF

"Défendre les intérêts matériels des travailleurs"

Interview d'Andrzej Gwiazda

Andrzej GWIAZDA : A l'âge de cinq ans, il a été déporté en Sibérie avec sa mère. Assistant à l'Ecole Polytechnique de Gdansk, il a pris part activement à la révolte étudiante de mars 1968. En 1976 il organise à Gdansk l'aide aux ouvriers grévistes, victimes de la répression. En 1978 il fonde le Comité constitutif des syndicats libres du Littoral. Membre du comité de grève Inter-entreprises de Gdansk en août 1980, il deviendra vice-président de Solidarité. Au premier Congrès il se présente contre Lech Walesa comme candidat à la présidence du syndicat. Elu membre de la Commission nationale. Emprisonné le 13 décembre 1981, il n'a été libéré qu'en été 1984. Il travaille actuellement comme peintre en bâtiment à 300 km de son domicile. Il est un des signataires de la lettre ouverte de 22 dirigeants de Solidarité à Lech Walesa.



Andrzej Gwiazda (DR)

■ Quelle attitude avez-vous prise envers le référendum ?

- Je considérerais qu'indépendamment du contenu des questions, de nos réponses et de nos intentions, la participation au référendum n'avait qu'une seule signifi-

cation : le gouvernement cherchait ainsi un quitus populaire. Il en fut de même avec le référendum de 1946. Au lieu de nous poser la question fondamentale, c'est-à-dire si nous voulions en Pologne un gouvernement du Parti communiste amené par l'Armée rouge, on nous posait trois questions de substitution : voulons-nous des réformes sociales, un parlement à une seule chambre et des frontières sur l'Oder et la Neisse. En participant alors à ce référendum nous pouvions dire que nous abandonnions les territoires occidentaux, mais non que nous abandonnions le pouvoir des communistes.

Il ne fallait pas répéter l'erreur d'alors. Dans le dernier référendum on nous demandait d'abandonner notre droit à nous défendre face à l'exploitation. Le 13 décembre 1981, le pouvoir avait répondu par l'instauration de l'état de guerre à l'exigence de réformes réalisées sous le contrôle de la société. Au lieu de rechercher les causes de la crise, on a accusé Solidarité de l'avoir provoquée, et le thème de la réforme a été utilisé pour justifier les continuelles augmentations des prix, l'inflation et la limitation des droits des travailleurs. Après six ans de "réformes" ininterrompues les jeunes n'ont plus aucune chance d'obtenir un logement et la majorité des familles se serre depuis longtemps la ceinture, malgré l'accroissement des efforts productifs et l'acceptation d'un second travail. La question la plus brûlante aujourd'hui, c'est celle de la défense des intérêts matériels des travailleurs. Il fallait donc appeler au boycott avec comme mot d'ordre : "En boycottant le référendum tu protestes contre l'exploitation !"

■ Quel jugement portez-vous sur les résultats du référendum ? Selon la presse française, le professeur Gerecht (le principal conseiller de Lech Walesa, ndr) considère que c'est un échec pour tout le monde, car le gouvernement a compromis les idées de référendum et de la réforme économique.

- Si de telles opinions ont été exprimées, elles constituent un non-sens complet. Le résultat du référendum est un coup spectaculaire contre Jaruzelski. Il témoigne du fait que la société polonaise ne croit plus à aucune réforme réalisée par des communistes. C'est le résultat de 40 ans de pouvoir communiste. Jaruzelski racontait à Moscou qu'il contrôle tout et qu'il a obtenu une normalisation totale. Il pouvait même prétendre que le soutien à la réforme économique est général, car elle est soutenue par Lech Walesa, la direction de Solidarité et ses experts. Le référendum a démontré que tout cela n'est que propagande.

Après le référendum les gens ont pris de l'assurance, ils se sentent plus sûrs. Seulement ils ne pensent plus, comme avant, qu'il existe une direction et qu'elle dirigera leur lutte. Après ma sortie de prison en été 1984, j'ai parcouru le pays pendant un an, j'ai discuté avec les principaux dirigeants de Solidarité comme avec les simples militants d'entreprise. J'ai pu

constater alors que la combativité s'affaiblissait et que l'autorité de la direction baissait également - c'était alors la TKK. Aujourd'hui, l'évolution de la situation dépendra pour beaucoup de la corrélation entre ces deux processus. Si l'autorité de la direction continue de s'amoindrir mais non la combativité, alors les gens commenceront à s'organiser de manière autonome. Jusqu'alors ces deux processus étaient parallèles. Maintenant, même avant le référendum, la base a commencé à penser de manière autonome. Le résultat du référendum en est l'expression.

■ **Que pensez-vous de la position prise le 25 octobre dernier par la Commission exécutive nationale de Solidarité (KWW) sur le référendum ?**

- C'était la pire qu'on puisse imaginer. J'étais alors dans une petite ville de province et j'ai discuté avec un militant de Solidarité de là-bas. Il m'a dit : "nous ne comprenons rien, car Walesa dit que la réforme est bonne, mais qu'il ne faut pas voter". Toute la direction de Solidarité a pris la même position que Walesa : que la société espère la réforme économique, que celle-ci est nécessaire, mais que, malgré tout, il vaut mieux ne pas aller aux urnes. Onyszkiewicz, le porte-parole de la direction de Solidarité, a dit qu'il vaut mieux aller à la pêche ou cueillir des champignons, car les résultats du référendum n'auront, de toute manière, aucune importance. C'était de la très mauvaise propagande. Par contre, le gouvernement a mené une propagande plus intelligente que jamais. Mais malgré cela, les gens lui ont refusé leur soutien. C'est-à-dire qu'ils commencent à penser de manière autonome.

■ **Pourquoi, à votre avis, le gouvernement s'est-il autant trompé dans ses prévisions ?**

- Tout le monde se pose aujourd'hui cette question : pourquoi Jaruzelski a-t-il organisé ce référendum ? Je crois que l'équipe actuellement au pouvoir s'auto-intoxique bien moins que celles qui l'ont précédée par sa propre propagande, qu'elle tente d'observer la société. Mais elle s'est laissée intoxiquer par la propagande de la direction de Solidarité. Elle a cru que cette direction représentait fidèlement l'opinion de la société.

J'ai entendu une telle opinion prononcée par un représentant des cercles du parti et de la police : il suffit, selon lui, d'écouter Walesa, la direction de Solidarité et l'Eglise, pour tout savoir. C'est cela qui les a décidés à réaliser le référendum. Ils ne se sont pas rendus compte que les opinions de la direction de Solidarité se sont écartées de celles de la société. Car la société n'a pas de possibilité d'expression, pas même dans la presse clandestine. La direction de Solidarité et les groupes qui lui sont liés ont établi leur monopole sur cette presse. L'existence de la presse et des éditions indépendantes est un phénomène merveilleux - je le dis sans aucune ironie. Mais la diffusion de la



- On est d'accord, compris ?
(Szymon Kobylnsky-Polityka)

presse et des éditions indépendantes est faible. A Varsovie cela paraît différent, car il existe une presse d'entreprise dans l'usine de tracteurs Ursus, dans l'aciérie Huta Warszawa, dans l'usine automobile FSO ou encore dans l'usine électronique Polkolor. Mais, dans des villes de province, et plus généralement dans de très nombreuses régions, cette presse n'arrive pas. Alors, malgré l'existence de cette presse, les radios occidentales restent la principale source d'information. Mais là, la censure n'est pas moindre que celle des Rouges. Un texte qui ne serait pas approuvé par Walesa, la direction de Solidarité ou les experts n'a aucune chance de passer à l'antenne. En conséquence, les groupes dirigeants de Solidarité commettent la même erreur que le POUP : ils ont imposé leur monopole à la presse indépendante. Seules leurs opinions sont diffusées par les radios occidentales, les autres sont éliminées. Et ces groupes sont alors convaincus que toute la société partage leurs opinions. Ce monopole de l'information a fonctionné de manière efficace durant un temps, comme pour le système communiste. Chacun pensait, j'ai une opinion différente, mais tous les autres pensent comme la presse (clandestine, dans notre cas). Avant le référendum, les gens disaient : je n'irais pas, mais les autres iront certainement. Il n'en a rien été.

■ **Que pensez-vous du programme de réforme économique du général Jaruzelski ?**

- Premièrement, le pouvoir fonde cette réforme sur une théorie économique qui est celle du marché libre. L'Occident exige que Jaruzelski se fonde sur une telle théorie et c'est surtout une exigence du Fond monétaire international. Mais c'est absurde, car s'il n'y a pas de marché libre, cette théorie là n'a aucune application. Deuxièmement, nos économistes qui tentent avec énergie de nous convaincre du bien-fondé de leur réforme, sont des gens qui n'ont sans doute jamais vu une usine, qui n'ont aucune idée de ce qui se passe dans l'industrie, ni de comment se déroule le procès de production.

Ils s'imaginent qu'une importante diminution du niveau de vie conduira à une augmentation du rendement au travail et à une amélioration de la qualité des produits. Comme ils n'ont rien à voir avec le travail productif, ils pensent que si on met au boulot les prolos sous la contrainte de la faim ou du fouet, alors ils travailleront assez pour élever le niveau de vie des autres. Car tous ceux qui discutent sur la manière de mettre au travail la société vivent eux-mêmes sur un pied plusieurs fois supérieur.

Je travaille actuellement comme peintre sur le chantier de construction de la centrale thermique de Ciechanow, dans le centre du pays. Un soudeur qui soude les échafaudages, gagne 25 000 zlotys par mois. Un soudeur de première catégorie, avec plusieurs dizaines d'années d'ancienneté, gagne 30 000 zlotys. Ce sont les salaires de la majorité des travailleurs. Bien sûr il y a des entreprises où l'on gagne mieux - les aciéries ou les chantiers navals. Mais je parle d'entre-prises typiques, comme la mienne. Ces salaires ne suffisent pas actuellement pour nourrir une famille, aussi la majorité des Polonais, après leur journée de huit heures, cherche un travail d'appoint, bien évidemment un travail physique. Par exemple, le responsable de mon chantier déblaie des gravats après sa journée de travail et le contremaître, à la fin de ses huit heures, pose des dalles dans les rues. Et l'on propose à ces gens de diminuer de moitié leurs salaires réels ! Et on leur dit : si vous voulez maintenir votre niveau de vie, vous devez augmenter la productivité. Je ne doute pas qu'ils y arriveront. Je ne sais comment, mais grâce à leur intelligence collective, ils le feront. Seulement à ce moment là, moi je refuserai de monter avec mon pinceau sur l'échafaudage construit par mes camarades, car j'aurais peur qu'il ne s'effondre sous mon poids.

Si l'économie polonaise est malade, cette maladie est provoquée par des normes trop élevées, induisant une productivité factice et qui génèrent en réalité des pertes immenses. En 1980-1981, je fus invité par quelques ministres à boire un café, car ils voulaient savoir ce qu'il fallait faire à mon avis pour que l'économie redémarre. Je leur avais répondu qu'avant toute autre chose, il fallait diminuer de 40% les normes quantitatives de productivité, sans baisse de salaire et créer ainsi les conditions pour que la production soit de qualité. C'est seulement après qu'on peut commencer à accroître la productivité en augmentant proportionnellement les salaires. Mais le pouvoir fait exactement le contraire depuis toujours. Et cela ne donne rien, car les ouvriers polonais sont très imaginatifs. Je travaille dans l'industrie depuis trente ans et les ouvriers me surprennent toujours par leur imagination : on leur augmente les normes et malgré cela, ils parviennent à maintenir leur salaires. Je suis un travailleur aux qualifications multiples : j'ai travaillé comme tourneur, comme soudeur, je suis actuellement peintre, alors je peux juger le temps nécessaire à la fabrication d'un

produit donné. Les normes sont telles, qu'il semble totalement impossible de le faire dans le temps prévu, mais ils y arrivent. Tout simplement ils ne respectent pas le processus technologique. De l'extérieur, le produit semble correspondre au schéma, il a même - si c'est nécessaire - les dimensions indiquées, mais ce produit conserve sa valeur d'usage dix fois moins longtemps qu'il ne le devrait, car on le produit en éliminant 80% des opérations techniques prévues. Toute l'inventivité est orientée vers les moyens qui permettent de les éliminer.

La réforme économique actuelle imposera aux travailleurs de trouver de nouvelles ficelles sur ce terrain. Sur le papier, la productivité augmentera et ils parviendront ainsi à maintenir leurs salaires à niveau. Mais l'économie va se décomposer encore plus.

■ ***Vous êtes un des signataires de la lettre des 22 dirigeants de Solidarité à Lech Walesa. Dans cette lettre vous critiquez le manque d'intérêt de la direction de Solidarité pour la défense du niveau de vie des travailleurs et vous exigez la convocation de la Commission nationale élue par le Congrès du syndicat afin de résoudre le problème de sa direction. Pouvez-vous expliquer cette demande ?***

- Le seul document qui détermine ce qu'est et comment doit fonctionner Solidarité, c'est son statut. Selon ce statut la direction du syndicat est composée du Congrès national de délégués, de la Commission nationale et de la Commission de contrôle. Les tâches de la Commission nationale, indique encore le statut, sont les suivantes : représenter le syndicat dans son ensemble face au pouvoir d'Etat, à l'administration économique ainsi qu'aux autres institutions et organisations, la coordination de l'activité des organisations syndicales régionales et le vote du budget. L'exigence de la convocation de la seule direction statutaire du syndicat ne devrait surprendre aucun militant, et le faire est un droit et un devoir de chaque militant et en particulier d'un membre de la Commission nationale. Si quelqu'un exige de nous, de justifier notre demande, il exprime seulement son ignorance de la loi qui régit notre syndicat.

Pourquoi notre exigence a-t-elle soulevé tant de vagues, voire d'hostilité ? Toute loi a pour but de limiter les intérêts individuels et de groupe au nom de l'intérêt général. Le statut de Solidarité est cette loi - il s'oppose aux agissements particuliers, contraires à l'intérêt du syndicat dans son ensemble. Il apparaît que nous avons au sein de Solidarité des gens opposés au respect du statut. Je suis avec ceux qui exigent son respect et qui veulent faire appliquer le statut. La direction actuelle de Solidarité est un organe contraire au statut.

■ ***Mais après l'instauration de l'état de guerre, il n'était pas possible d'agir en accord avec le statut. A la place de la Commission nationale de***

vait apparaître des organes de remplacement. La Commission provisoire de coordination (TKK) fut le premier.

- J'ai été très heureux lors de l'apparition de la TKK. J'étais alors dans un camp d'internement. La nécessité de constituer la TKK était évidente pour tout le monde, car alors il était impossible d'agir autrement. Cependant, la situation s'est ultérieurement modifiée. Lorsque je suis sorti de prison, j'ai pu me rendre compte, au bout de quelques mois, qu'il n'y avait absolument aucun problème pour convoquer la Commission nationale. Il y a bien sûr des difficultés techniques, mais elles sont loin d'être insurmontables. J'ai participé à de nombreuses réunions où il y avait plus de 200 syndicalistes, et ces réunions ont pu se tenir. La Commission nationale compte moins de 100 membres. Depuis, les conditions sont devenues encore plus favorables.

S'il est possible d'appliquer le statut, alors il faut le faire, si l'on entend rester dans le cadre de Solidarité. Ceux qui, dans une telle situation, n'appliquent pas le statut, se mettent en dehors du syndicat Solidarité - non pas en dehors du mouvement social Solidarité, mais en dehors du syndicat. Cela me semble évident. Si un groupe rend impossible la convocation d'une session de la direction statutaire du syndicat, alors ce groupe s'oppose au fonctionnement du syndicat.

■ ***A votre avis pour quelle raison en est-il ainsi ?***

- C'est très simple. Des conditions de monopole sont apparues et le groupe qui l'a imposé fait tout pour le maintenir. L'existence de groupes qui aspirent à monopoliser le pouvoir est naturelle. Mais la démocratie sert justement à rendre cela impossible, en instituant un équilibre entre de tels groupes et en garantissant qu'ils se contrôlent mutuellement.

■ ***Pourtant, au sein du groupe dirigeant de Solidarité il y a des militants représentant divers points de vue. Par exemple, certains donnent la priorité à la lutte en faveur d'une réforme économique marchande et d'autres se prononcent pour la priorité à la lutte syndicale dans les entreprises, comme les signataires de la lettre des 22. Ces derniers considèrent que Solidarité ne s'occupe pas suffisamment de ce problème...***

- Il ne s'en occupe pas du tout. Solidarité, est peut-être aujourd'hui un mouvement social, mais certainement pas un syndicat. Depuis l'instauration de l'état de guerre, les groupes qui ont pris la direction, ne mènent pas d'activité syndicale. Henryk Wujec constitue une exception, car de temps en temps, timidement, il rappelle qu'il faut quand même être un syndicat. Je ne donnerai qu'un exemple : à l'automne 1984, j'étais à Varsovie dans une rencontre avec un groupe de 40 ouvriers d'une entreprise, des membres de base de Solidarité. Les ouvriers se te-

naient tranquilles pendant toute la réunion, ils ne disaient rien, seuls les dirigeants parlaient. Peu avant minuit, les dirigeants sont partis et ce n'est qu'à ce moment-là que les ouvriers ont commencé à parler, jusqu'à cinq heures du matin. J'ai alors appris d'eux - et non pas des dirigeants - que de nouvelles conventions collectives étaient en préparation. A ma sortie de prison, aucun des dirigeants régionaux ne m'en avait parlé ; ils n'en savaient rien ou bien cela ne les intéressait pas. Lors de cette réunion, nous avons discuté de comment nous défendre face à cette perspective. Après, j'ai parcouru tout le pays et j'ai rassemblé une documentation sur cette question. J'ai fait un projet de déclaration et j'avais l'intention de publier sur ce thème des articles dans la presse clandestine. Dans ce temps-là on me publiait encore, car je sortais fraîchement de prison et il fallait compter avec moi. Malheureusement, l'assassinat du père Popieluszko a détourné l'attention de tout le monde et le pouvoir en a alors profité pour imposer les nouvelles conventions collectives, sans provoquer de protestations. Cette question n'intéressait tout simplement ni la TKK ni les directions régionales, car elles ne se sentaient pas dans la peau d'une direction syndicale. Cela n'a pas changé.

■ ***Vous êtes très sévère à l'égard de l'actuelle direction de Solidarité...***

- Oui, c'est vrai. Je porte un jugement négatif sur l'activité des camarades qui font partie de la KKW et des directions précédentes. Je suis complètement en désaccord avec leur ligne politique, avec leur conception d'entente avec le pouvoir et leurs tentatives de s'aligner sur lui. Je dois ajouter que je suis également choqué par l'attitude qu'ils ont adoptée à la suite de la récente arrestation de Kornel Morawiecki, le dirigeant clandestin de l'Organisation Solidarité combattante. Comme vous le savez, le pouvoir attribue à Morawiecki une activité terroriste.

La KKW pose le problème de la manière suivante : Solidarité ne s'est jamais compromise avec le terrorisme, mais malgré cela nous devons protester... En fait cela signifie une légitimation par la KKW des accusations portées par le procureur et par la propagande du porte-parole du gouvernement Jerzy Urban, qui disent que Solidarité Combattante est une organisation terroriste. C'est une attitude inadmissible et scandaleuse, qui n'a rien à voir avec le sentiment de solidarité. En commun avec quelques autres militants indépendants - dont Halina Mikolajska (1) - nous avons rédigé à ce sujet une déclaration que je voudrais que vous publiez à côté de cet entretien (voir encadré). Si les divergences qui existent au sein de l'opposition devaient conduire à ce que nous nous trahissions mutuellement comme le fait Walesa et la KKW pour Morawiecki, alors très rapidement le pouvoir

1) Comédienne, à deux reprises prix d'Etat de l'activité artistique, ancienne militante très active du KOR.

pourra nous mettre tous en prison - y compris les camarades de la KKW - car personne ne voudra nous défendre. Et avec raison.

■ **Récemment s'est constitué le Parti socialiste polonais (PPS). Quelle est votre attitude envers cette initiative ?**

- Ce peut être un événement historique et un tournant dans la situation. Durant ces cinq dernières années tous les groupes indépendants jouissant de quelque influence ont évolué très à droite. Même ceux qui dans le passé furent identifiés avec la gauche ont pris aujourd'hui des positions qui à l'Ouest, seraient perçues comme très droitières. Sans même parler de notre droite, car c'est quelque chose qu'il doit être difficile d'imaginer à l'Ouest : c'est la droite du XVIII^e ou du XIX^e siècle ! A gauche il y a un vide qu'il est indispensable de combler. Le PPS a une chance de le remplir et devenir le parti de toute la gauche. Et il y a une immense demande en Pologne pour la pensée de gauche.

■ **Avez-vous adhéré au PPS ?**

- Non, mais j'ai pris part à son congrès constitutif et j'observe la fondation de ce parti avec beaucoup de sympathie. Si je n'y ai pas adhéré, c'est parce que je considère que le PPS se doit de résoudre une série de questions à mon sens très importantes.

Premièrement, après l'expérience du communisme qui apparaît sous le nom du socialisme, nous avons une immense confusion conceptuelle. Le PPS devra accomplir un grand travail visant à classer les concepts, à élaborer un langage et à reprendre aux communistes les symboles qu'ils se sont appropriés. Un seul exemple, le but du PPS est l'instauration du socialisme en Pologne. Chez 80 à 90% des gens cela provoque immédiatement une réaction émotionnelle négative. Il faut donc définir clairement ce que le PPS de 1987 comprend par "socialisme".

Ce n'est pas un concept univoque, car divers partis et courants socialistes dans le monde lui donnent un contenu différent et, de plus, en Pologne, c'est un concept qui a été vidé de tout contenu. Il en est de même avec le drapeau rouge, le drapeau traditionnel des socialistes, qui a été confisqué par les communistes. En 1981, lorsque la Commission nationale de Solidarité discutait de l'attitude à prendre envers le 1er Mai, et comment le célébrer, j'ai dit : "camarades, la question n'est pas de savoir comment célébrer, mais comment laver la marque communiste du drapeau de la lutte des ouvriers pour un meilleur avenir". Il est donc nécessaire que le PPS s'écarte des slogans compromis, mais sauvegarde leur contenu véritable et le traduise en un langage nouveau.

Deuxièmement, le PPS doit prendre parti par rapport à la tradition socialiste. L'histoire du parti socialiste polonais et son programme ne sont aujourd'hui con-

nus que des historiens. Nos connaissances dans ce domaine sont très limitées. Nous savons que durant le partage de la Pologne, ce parti mettait sur le même plan la lutte pour la justice sociale et celle pour l'indépendance nationale, qu'il organisait des grèves et que durant des années, Jozef Pilsudski était un dirigeant de ce parti. Peu de gens connaissent l'attitude de ce parti envers le marxisme et peu savent que le point nodal du programme des socialistes est la propriété sociale des moyens de production.

Il ne suffit pas aujourd'hui de se réclamer de la tradition du parti socialiste, non seulement parce qu'elle est peu connue de notre société, mais aussi parce que ce parti avait diverses traditions, parmi lesquelles il faut choisir. Par exemple, en 1906, le PPS s'est divisé en deux partis. Le PPS-Fraction révolutionnaire dirigée par Pilsudski a entrepris la lutte armée pour l'indépendance (2). Par contre le PPS-Gauche a fusionné avec la SDKPIL (Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lithuanie, ndlr) pour former le Parti communiste de Pologne, une agence de l'URSS. Pendant la dernière guerre, il y eut en Pologne le PPS-Liberté-Egalité-Indépendance (PPS-WRN) qui luttait contre l'occupation allemande et qui, après la guerre, s'est opposé à la bolchévisation de la Pologne. Parallèlement, existait le Parti ouvrier des socialistes polonais (RPPS) qui a fondé après la guerre le "nouveau" PPS, lequel a collaboré avec le Parti ouvrier polonais (PPR) pour fusionner avec lui en 1948 en fondant le POUP. De quelle tradition se réclame l'actuel PPS ? Il y a beaucoup de choix possibles. Concrètement il faut dire si cela doit être la tradition de collaboration avec les communistes, (3) celle du PPS-Gauche et du RPPS, et si ce parti doit se donner pour but sa légalisation, c'est-à-dire sa reconnaissance comme parti par le POUP et chercher à gouverner en commun avec les communistes ? Ou si, au contraire, il doit organiser la société pour lutter en faveur de la démocratie et de l'indépendance, selon la tradition du PPS-Fraction révolutionnaire et du PPS-WRN ? Ce sont des questions essentielles. Peut-être pour les fondateurs du PPS actuel ces questions sont-elles gênantes, mais elles doivent être posées et il faut y répondre.

Troisièmement, il faut se souvenir que dans le PPS historique coexistaient des marxistes et des non-marxistes. Le nouveau PPS doit déterminer son attitude envers le marxisme. C'est difficile. Les communistes ont tenté de nous vendre l'idée selon laquelle Marx et Lénine ont tout inventé, peut-être même la table de multiplication. Nous avons cru à de nombreuses thèses de propagande de ce genre. Par exemple, ce qu'on nous présente comme l'économie marxiste et qui n'est en réalité qu'une théorie économique élaborée par Ricardo. Marx n'y a ajouté que l'idée suivant laquelle dans le capitalisme, le salaire ouvrier doit sans cesse baisser et sur cette thèse il a fondé sa théorie sociale (4). Il en va de même avec la philosophie. On ne peut rejeter certaines théo-

Pour la libération de Kornel Morawiecki

"Nous appelons tous les membres du syndicat Solidarité à entreprendre des actions en faveur de la libération de Kornel Morawiecki, notre camarade du syndicat, délégué de la région de Wrocław (Basse-Silésie) au Congrès national. Depuis six ans Kornel Morawiecki dirige Solidarité combattante, une organisation clandestine indépendante contre laquelle d'immenses forces policières ont été mobilisées. C'est largement grâce à l'activité de Kornel Morawiecki que la région de Wrocław est devenue, durant les dernières années, la plus active. Ce n'est que par notre attitude décidée et solidaire que nous pourrions défendre Kornel Morawiecki. Son arrestation constitue une nouvelle épreuve de force dans la lutte contre la société".

Joanna Duda-Gwiazda, Andrzej Gwiazda, Ewa Kubasiwicz, Wiesława Kwiatkowska, Kyril Kramenowski, Roman Urbanski, Jan Kulas, Halina Mikołajska

ries pour la seule raison que les marxistes s'en réclament. On peut et on doit abandonner les autres. Le PPS devra faire un choix et présenter ce choix dans deux versions : une populaire et une théorique. Ce sera également difficile et peut-être gênant, mais nécessaire.

Quatrièmement, il est indispensable d'expliquer comment le PPS imagine la propriété sociale des moyens de production. Je crois qu'il est infantile de penser que la propriété privée n'entraîne que du mal, et que par contre, la propriété sociale n'induit que du bien. Le PPS devrait être en faveur de la démocratie, de cette démocratie normale, parlementaire. Dans un pays libre et démocratique l'appareil d'Etat est une somme de fonctionnaires, que la société emploie pour régler les questions déterminées par les institutions qui la représentent. Dans un tel pays, la propriété étatique n'est rien d'autre que la propriété sociale. Il y a d'autres questions de ce genre qui devront être éclaircies. Je souhaite au PPS de les clarifier au mieux et de donner des réponses qui feront que le maximum de gens y adhèrent et que moi-même je puisse y adhérer. ■

Propos recueillis
au téléphone
le 7 décembre 1987.

2) Jozef Pilsudski (1867-1935), initialement militant éminent du mouvement ouvrier, éditeur du journal du PPS Robotnik. Après la révolution de 1905 déclencha des actions terroristes contre le tsarisme et évolua vers des positions nationalistes bourgeoises. Lors de la première Guerre mondiale, un des commandants des Légions polonaises formées sous l'égide des puissances centrales (les empires austro-hongrois et allemands). Après la reconquête de l'indépendance par la Pologne, chef d'Etat (1918-1922). Provoqua la guerre avec la Russie soviétique. Dictateur après le coup d'Etat bonapartiste de mai 1926, jusqu'à sa mort.

3) Le discrédit des traditions communistes par le stalinisme poussa souvent des militants anti-bureaucratiques polonais à s'identifier avec les courants anti-communistes de l'histoire du PPS.

4) Comme beaucoup de Polonais, Andrzej Gwiazda fonde visiblement sa vision du marxisme sur les cours professés par les stalinien, qu'il dut subir dans sa jeunesse.

Après l'attentat d'Enniskillen

L'EXPLOSION LE 8 NOVEMBRE DERNIER, d'une bombe posée par l'IRA à Enniskillen, dans le Comté de Fermanagh au sud-ouest de l'Irlande du Nord, alors qu'une foule nombreuse se pressait à la cérémonie de commémoration des morts britanniques de la dernière Guerre Mondiale, a déclenché une campagne de propagande en faveur de la répression contre le mouvement anti-impérialiste en Irlande. 11 personnes ont été tuées dans la foule qui comptait de nombreuses personnes âgées et des enfants.

Toutes les couches de la population irlandaise ont été choquées par l'attentat.

La direction de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) a qualifié cette explosion d'erreur grave, expliquant qu'elle s'était produite par accident et n'était pas destinée à des civils.

Cette opération qui a mal tourné, s'est inscrite dans un contexte général de perte d'efficacité politique de la campagne des Républicains et de diminution accélérée du nombre de militants engagés dans la lutte armée.

Le mouvement républicain et le mouvement anti-impérialiste dans son ensemble se sont donc trouvés particulièrement exposés.

Bien que les opérations répressives coordonnées des forces de répression d'Irlande et de Grande-Bretagne aient été effectuées, dans le but déclaré de rechercher des armes, le filet fut jeté suffisamment loin pour y enfermer des militants purement politiques, comme Ann Conway de la section de Dublin de Peoples Democracy, section irlandaise de la IVe Internationale.

Dans l'article ci-dessous, un dirigeant de People's Democracy, analyse les dangers de l'offensive impérialiste et pro-impérialiste de l'après Enniskillen et les réponses à y apporter.

John McANULTY

FAISANT CHORUS avec les hauts cris poussés par les britanniques contre la lutte anti-impérialiste, les représentants du nationalisme bourgeois, le Parti social-démocrate et travailliste (SDLP) en Irlande du Nord et les partis majeurs d'Irlande du Sud, ne se sont pas montrés moins hystériques.

Les pressions anglaises

Leur hystérie est teintée de soulagement. La tragédie s'est produite juste quelques jours avant le deuxième anniversaire de l'accord anglo-irlandais qui a engagé Dublin à soutenir activement le maintien de l'administration britannique et la domination unioniste sur le Nord, en échange d'une réforme superficielle supposée garantir l'égalité des Catholiques au sein de l'Etat du Nord.

Deux ans après, il n'y a toujours pas de réforme. Au contraire, les Britanniques ont fait pression sur les nationalistes bourgeois pour qu'ils soutiennent leurs nouvelles mesures répressives : extradi-

tion de Républicains suspects du Sud et promesse d'empêcher effectivement le Sinn Fein, l'aile politique du mouvement républicain, de participer aux élections dans le Nord.

Aujourd'hui, la tragédie d'Enniskillen sert de couverture à une vague massive de répression au Nord comme au Sud. Il apparaît clairement que le gouvernement de Dublin a l'intention d'introduire une loi d'extradition permettant d'envoyer les Républicains devant des tribunaux sans jury populaire, dans le Nord. Le parti nationaliste bourgeois au Nord, le SDLP, s'est engouffré dans la vague, annonçant qu'il refuserait sa collaboration aux conseillers soutenant la violence, préparant ainsi la voie pour l'exclusion du Sinn Fein des assemblées locales.

Une quinzaine de jours après l'hécatombe, ce que le président du Sinn Fein, Gerry Adams a appelé "le calendrier secret de l'accord anglo-irlandais" fut révélé au grand jour avec la coordination des forces répressives irlandaises et britanniques pour mener une seule offensive, dans toute l'Irlande comprenant des raids contre les bureaux du Sinn Fein et des arresta-

tions massives de militants républicains.

Malgré les nombreux points corrects de la déclaration du Sinn Fein (voir ci-dessous) sur l'hypocrisie du gouvernement anglais et sur l'origine de la violence, les Républicains ont cherché à se tirer d'affaire eux-mêmes et non à construire une large contre-offensive pour dénoncer l'hypocrisie de l'impérialisme et des néo-colonialistes.

Renouveler la stratégie

Il est nécessaire de revoir la tactique et la stratégie de la lutte anti-impérialiste. Comment se fait-il que le mouvement républicain se soit retrouvé isolé d'une façon aussi dangereuse, juste un an après que Gerry Adams ait proclamé la primauté de la politique et la nécessité d'un tournant à gauche ?

L'histoire du républicanisme irlandais est celle de la domination de l'organisation militaire sur l'aile politique. En pratique, le commandement militaire a toujours une autorité souveraine aux yeux de la plupart des militants.

Il y a eu également eu, traditionnellement, une confusion sur le rôle du capitalisme irlandais. Lorsque l'accord anglo-irlandais a été signé, le Sinn Fein menait une offensive électorale unitaire envers le SDLP, l'un des principaux partisans de l'accord.

Les Républicains n'ont pas essayé de faire campagne contre leurs partenaires. Le premier test de la nouvelle orientation politique est venu avec les élections générales de l'an dernier, dans les 26 comtés.

Le Sinn Fein eu un mauvais score, avec environ 2% des votes. Il n'avait pas défini de ligne politique lors de son congrès, mais avait cherché un processus empirique de développement à travers des luttes électorales et communales.

Le résultat des élections frappa réellement les dirigeants républicains. L'absence de luttes de masse et de victoire électorale engendra la prudence. Une vue étapiste du processus révolutionnaire commença à se développer et Gerry Adams déclara "le socialisme n'est pas à l'ordre du jour".

C'est lors du débat au congrès de cette année (fin octobre 1987) que les conséquences s'en firent sentir. Toute discussion sur les problèmes majeurs de la lutte de classe a été soit bloquée par la direction, soit reléguée en marge. Dans l'adresse du président, Gerry Adams avait dit "la plupart des gens ne lutteront pas et ne voteront pas pour des choses abstraites. Les grandes idées du parti sur la libération, le nationalisme et l'indépendance devront être développées à partir des petites idées concernant les problèmes locaux, les protestations, les aspirations."

Rarement une orientation politique aura duré aussi peu de temps. Une semaine après, la tragédie d'Enniskillen avait de nouveau centré la bataille autour des "grandes idées". Qui aller s'assurer l'allégeance du peuple irlandais ? Les impérialistes et les capitalistes avec leur appel à

l'ordre, ou les anti-impérialistes appelant à la liberté ?

Au milieu des années 70, un isolement semblable de la lutte militaire et un affaiblissement stratégique du mouvement anti-impérialiste avaient conduit à la formation du mouvement pro-impérialiste des "partisans de la paix" (*Peace People*).

Un tel mouvement est improbable aujourd'hui. En partie parce que les masses ont déjà fait cette expérience. Mais surtout parce que la masse des travailleurs, en dépit de tout ce climat d'hystérie, n'a pas rejeté les Républicains. Ils acceptent la thèse de l'accident pour les morts d'Enniskillen, tout en reconnaissant les dangers de la ligne qui y a mené.

La contre-offensive est possible

Il y a donc de bonnes possibilités de lancer une contre-offensive. La bourgeoisie irlandaise se débat dans une crise qui la contraint à serrer les coudes derrière une politique et des options économiques communes de collaboration avec l'impérialisme. L'actuel gouvernement de Dublin n'a la majorité qu'à une voix près. Mais sur toutes les questions majeures il peut compter sur le soutien de l'opposition.

L'accord anglo-irlandais était destiné à fournir une couverture à une telle politique de collaboration. En pratique, le mécontentement des unionistes inquiète gravement la Grande-Bretagne. Elle ne peut se permettre de voir la base de masse du soutien à l'occupation militaire du Nord se démoraliser complètement. C'est pourquoi elle a appelé à une pause dans la réforme de façade impliquée par cet accord, et le gouvernement de Dublin s'est trouvé acculé dans une impasse dont la tragédie d'Enniskillen ne pourra le sortir.

Le socialisme est à l'ordre du jour

Les Républicains sont toujours capables de relever le défi. Ils sont maintenant un mouvement plus politique avec une direction mûre et expérimentée. L'étapisme n'est pas encore un courant cristallisé.

La caractéristique dominante de la direction est un pragmatisme souple. La politisation a conduit à l'émergence de divers courants dans le mouvement. Les prisonniers ont formé des cercles d'étude marxiste et demandent que le résultat de leur étude soit pris en compte dans les débats stratégiques.

Les discussions du dernier congrès étaient davantage ancrées dans les conflits et luttes de masse actuels. C'était tout à fait clair lors du débat sur les droits des femmes et sur les résolutions concernant les luttes organisées des travailleurs.

L'extradition de militants et la coordination grandissante des forces de répression étatiques, des deux côtés de la frontière qui divise l'Irlande, ont créé un grand mécontentement chez les travailleurs. Mais avant que la machine à extraditions puisse réellement fonctionner, l'Etat ir-

landais devra affronter des batailles risquées pour extraditer des militants à cause d'activités qui ont été le propre des pères fondateurs dont il se réclame.

Le projet britannique d'interdiction du Sinn Féin n'est pas une simple question administrative, il implique la non-reconnaissance des droits civiques d'une partie importante de l'électorat du Nord, éliminant les dernières prétentions à la démocratie dans ce mini-Etat. People's Democracy, section irlandaise de la IVe Internationale, va discuter d'une riposte avec les Républicains et les autres anti-impérialistes.

Notre argument sera que dans cette lutte, le socialisme doit être à l'ordre du jour, que le capitalisme irlandais doit être identifié comme un ennemi et que la force organisée de la classe ouvrière est l'arme principale dans la lutte pour la liberté irlandaise. ■



Document

Le coût terrible de la domination britannique

Editorial de *An Phoblacht/Republican News*, 12 novembre 1987.

Le mouvement Républicain, ses membres et ses partisans ont été partout choqués et secoués par ce qui est arrivé à Enniskillen dimanche dernier (le 8 novembre). Nous ne cherchons pas à excuser ni à défendre une action qui a causé les morts et les blessures infligées par la bombe de l'IRA. La critique la plus forte de cette action désastreuse de l'IRA est venue des Républicains eux-mêmes.

Leur sympathie va aux familles et aux amis des morts et aux blessés. Cela ne les consolera pas, et sera dédaigné ou ignoré par ceux qui ne veulent pas comprendre les souffrances de l'ensemble de notre peuple. Mais deuils et blessures sont des choses que les Républicains comprennent

très profondément parce qu'ils en ont, les premiers, fait l'expérience, si souvent.

Après les morts, les blessés et leurs familles, ce sont les Républicains qui ont directement à perdre dans cette action. Nous en subirons longtemps les conséquences à cause de notre chagrin et de nos ennemis - les ennemis du peuple irlandais - qui sont si forts et qui en sortent encore renforcés.

L'hypocrisie de Thatcher

Ces ennemis qui ont infligé tant de souffrances à notre peuple, pendant des siècles, et en particulier au cours des vingt dernières années, ont été bien avides d'utiliser le chagrin des victimes et la réaction des gens en général, pour faire avancer leurs objectifs politiques. Le gouvernement britannique s'est secrètement réjoui de l'occasion qui lui était ainsi offerte de justifier l'occupation de notre pays. Quand l'émotion de cette semaine se sera estompée, la grande majorité du peuple irlandais se rendra compte de l'hypocrisie du discours de Margaret Thatcher et de Tom King (Secrétaire d'Etat britannique chargé de l'Irlande du Nord).

La phase actuelle de la guerre dans les 6 comtés qui, en 1988, va entrer dans sa vingtième année, a détruit de nombreuses existences. Ce n'est pas sur notre peuple, nationaliste ou unioniste qu'il faut jeter le blâme, pas plus qu'il ne doit être tenu responsable des morts et des souffrances que l'ingérence étrangère a causé à notre pays, durant des centaines d'années. Des générations d'Irlandais ont essayé de mettre fin à l'injustice et d'apporter un changement par des moyens pacifiques et se sont affrontés à la violence des Britanniques.

Les fusils et les bâtons

Il y a vingt ans, la phase actuelle de la résistance nationale à l'injustice que font régner les Britanniques a commencé avec la campagne pour les droits civiques. Elle n'a pas commencé quand l'IRA a tué des membres des RUC (supplétifs d'Ulster) ou des soldats britanniques, mais lorsque des catholiques, tout ordinaires, ont demandé de simples réformes au sein de l'Etat du Nord : le droit de vote, des logements, du travail. Les fusils et les bâtons qu'ont utilisés contre eux les forces répressives font aujourd'hui partie de l'histoire. Beaucoup de gens sont morts depuis, mais les injustices fondamentales qui existaient alors, le déni des droits nationaux et civiques, sont toujours maintenus et défendus par des fusils britanniques.

Si ce n'était pas le cas, il n'y aurait pas d'IRA. Personne ne soutiendrait l'IRA et elle n'aurait aucune raison d'exister. Mais le soutien qu'elle reçoit et son existence sont et seront des faits aussi longtemps que la Grande-Bretagne continuera à refuser à notre peuple le droit à l'autodétermination nationale. Où il y a oppression, il y aura toujours résistance ; où il y a oppression armée, il y aura toujours résistance armée.

Ceux qui, cette semaine, se sont hypocritement cachés derrière le deuil et ont fait porter à l'IRA l'entière responsabilité de la guerre, ne sont pas intéressés par la paix. Ils se sont rangés du côté du gouvernement britannique, qui détient la clé de la paix, mais qui l'empêche de se réaliser en imposant son injuste domination. Il ne peut y avoir de paix sans justice. Si l'IRA dépose les armes demain, cela n'amènera pas la paix.

Dimanche prochain les chaires des églises catholiques d'Irlande vont retentir du tonnerre des dénonciations du Mouvement républicain et les évêques vont flétrir comme pécheurs ceux qui soutiennent la cause républicaine. C'est déjà arrivé souvent auparavant, et cela n'a rien changé et surtout rien à l'injustice où s'enracine la violence.

La déclaration qui y sera lue publiquement est l'une des plus malhonnêtes qui aient jamais été émises par la hiérarchie catholique. Elle se réfère à la "présente campagne de violence des Républicains" et fait implicitement porter la responsabilité de la violence et des morts sur les Républicains des 6 comtés. Elle lie le Mouvement républicain et les éléments négatifs et criminels coupables du kidnapping de John O'Grady. C'est un mensonge et la hiérarchie catholique le sait, comme tout le monde.

Le chantage de l'Eglise

En s'efforçant d'exercer un chantage moral sur notre peuple, la hiérarchie dévoile son double critère concernant la paix. Elle dit qu'elle "sympathise" avec "les forces de police" dans les 6 comtés, et en même temps que c'est "un péché de rejoindre des organisations qui s'adonnent à la violence, ou d'en rester membre". C'est dire clairement que la violence des Britanniques n'est pas un péché. Nous contestons avec force cette façon de voir. Les évêques n'ont pas essayé de mettre fin à la guerre mais ont pris parti, le parti des puissants, de l'establishment.

La position des Républicains n'a pas changé. Mais ce n'est pas parce que nous voulons cette guerre. Notre peuple a souffert des deuils, des blessures physiques et mentales et de longues années d'emprisonnement. Nous continuons parce que l'état de notre pays l'exige et parce que nous savons que la paix et la justice ne pourront faire l'économie d'une Irlande libre. La résistance armée à la domination britannique apportera cette liberté, parce que c'est, en dernier ressort, l'arme politique la plus utile contre un agresseur armé et la seule qu'un tel agresseur puisse prendre en considération. L'expérience des peuples opprimés du monde entier et surtout notre propre histoire le prouvent. C'est dans ce contexte tragique que s'est produite l'explosion d'Enniskillen. Les Républicains ne l'oublieront jamais, et tout au long de leur lutte pour mettre fin à l'injustice et parvenir à une Irlande libre et pacifique, ils la garderont au cœur et à l'esprit, pour toujours. ■

EN BREF...



AMERIQUE LATINE

Les risques de coups d'Etat militaires vus par les Etats-Unis

Cet article est paru dans le Latin American Weekly Report du 26 novembre 1987. Nous le reproduisons ici in-extenso.

Quelles sont les chances de coups d'Etat militaires en Amérique latine ? La réflexion sur la "vague de démocratisation" qui a touché la région, s'inquiétait souvent de la faiblesse de ces démocraties dans certains pays et rappelait que les dangers d'intervention militaire demeurent. Sont venus nourrir ces craintes le coup d'Etat "constitutionnel" à Panama et le remplacement en Haïti de Jean-Claude Duvalier par un gouvernement militaire.

Ce qui est sûr, c'est que cette question - les risques de coups d'Etat dans cette région du monde - semble préoccuper constamment les officiels du département d'Etat américain. Bien qu'il n'y ait eu aucun document officiel à ce sujet, le département d'Etat classe ces risques par pays selon le "hit parade" suivant :

- **Equateur** : Contrairement au sentiment général, c'est le pays qui semble confronté au risque le plus immédiat et le plus fort d'une intervention des militaires. En septembre dernier, le congrès a voté la démission du ministre de l'Intérieur Luis Robles qui, appuyé par le Président Frebes Cordero, a refusé de s'incliner. Le gouvernement a riposté à la grève générale appelée par la plus importante centrale ouvrière, la Fédération unitaire des travailleurs (FUT), pour exiger la démission de Robles, par la promulgation de l'état d'urgence. Le danger d'un putsch n'a pas disparu, le président Cordero étant plus isolé politiquement que jamais. Des élections sont prévues pour janvier 1988.

- **Colombie** : seconde sur la liste "critique", non seulement à cause des problèmes dans les forces armées, mais plus généralement à cause de l'ensemble de la situation politique (unification des rebelles, activités des escadrons de la mort, groupes d'auto-défense, activités de la mafia de la drogue, etc.), l'une des menaces les plus sérieuses pour la stabilité de la région.

- Plus bas sur la liste se trouvent le

Guatemala et le Salvador. Ces deux pays connaissent une reprise des activités de l'extrême-droite, dans les deux cas, en réaction à la signature des accords de paix d'Esquipulas II, en août dernier. Pour l'instant, toutefois, cette recrudescence d'activité ne s'est pas reflétée parmi les forces armées.

- **Haïti** (se rappeler que cet article a été écrit le 26 novembre, ndlr) : le doute plane quant à la tenue effective des élections générales prévues pour le 29 novembre. Toutefois, la crainte que Washington ne suspende son aide au pays si tel était le cas, a soulevé une vague d'inquiétude parmi les leaders haïtiens. En même temps, le Général Henri Namphy vient juste de se désigner comme commandant en chef des forces armées ce qui signifie effectivement que le prochain président gouvernera dans l'ombre du général.

- **Panama** : le cas est insaisissable et imprévisible. Washington dit qu'il fait pression pour que l'homme fort du régime, le général Manuel Antonio Noriega parte avant les prochaines élections (prévues pour 1989). Il est difficile de prévoir quelle sera la réponse de Noriega (même s'il a déclaré qu'il était d'accord pour se retirer, moyennant certaines garanties, en 1989).

- **Autre pays avec de moindres chances de coup d'Etat, le Brésil**. Dans le cas présent, les forces armées qui jouissent toujours d'un pouvoir énorme, ont clairement laissé entendre qu'elles soutiendraient le départ du président José Sarney via des élections présidentielles directes, peut-être dès mars prochain.

- **Argentine** : sujet à des spéculations sans fin en matière de putsch, on espère du Général José Dante Caridi qu'il sera capable de consolider la discipline intérieure des forces armées. Mais la possibilité d'autres rébellions des militaires n'est pas à écarter, même si l'on n'envisage pas des incidents aussi sérieux que ceux de la rébellion de Pâques dernier. ■



Distribution de tracts contre la présence soviétique en Afghanistan

Le mois dernier, des femmes appartenant aux Clubs Perestroïka et Obschina ont distribué rue de l'Arbat, à Moscou, un tract demandant la fin de l'intervention des troupes soviétiques en Afghanistan. Nous en reproduisons ci-dessous le texte paru dans le journal samizdat Express-Hronika de novembre 1987. (source Ukrainian Peace Committee, 1er décembre 1987).

"Adresse au gouvernement soviétique :

Nous femmes, nous exigeons qu'il soit mis fin à la honteuse intervention soviétique en Afghanistan et demandons l'évacuation des troupes soviétiques du territoire de notre voisin. Nous ne voulons pas que nos enfants, nos frères et époux meurent ou deviennent infirmes juste parce que l'URSS a décidé d'occuper l'Afghanistan après avoir été prétendument "invitée" par le gouvernement pour y remettre de l'ordre. Les Afghans doivent résoudre leurs propres problèmes.

Pourquoi nos soldats devraient-ils mourir alors que l'URSS n'est pas en guerre ? De plus, ils ne meurent pas pour leur mère patrie. Il est du devoir de chaque soldat et de chaque citoyen de défendre notre pays. Cependant, c'est un crime contre l'humanité (et le genre humain) de semer la mort et le désordre dans un pays qui ne nous menace en aucune façon.

Ne touchez pas à nos enfants; ce n'est pas pour ça que nous les avons élevés.

Nous exigeons la paix avec nos voisins.

Hors d'Afghanistan !

Arrêtez ce bain de sang insensé !"

Des femmes membres des clubs *Perestroïka* et *Obschina*. ■

HISTOIRE

Contre la célébration de la conquête de l'Amérique

Sans aucun doute, 1592, année du débarquement de Christophe Colomb en Amérique est, pour tout le monde une année historique. Pour les conquistadors, elle représente le début d'une ère d'expansion accélérée et de montée des impérialismes espagnol et anglais qui se sont appliqués à exploiter les richesses naturelles de ce continent et à y surexploiter la force de millions de femmes et d'hommes.

Pour ces derniers, cela représente le début de la liquidation de leur culture, de leurs formes propres d'organisation économique, sociale et politique, l'oppression et la mort.

Nous publions ci-dessous des extraits de deux déclarations dénonçant la célébration par l'impérialisme du 500e anniversaire de la "découverte" (ses habitants l'avaient déjà "découverte") de l'Amérique.

Résolution du CC du Parti révolutionnaire des travailleurs, section mexicaine de la IV Internationale (session du 21 au 23 août 1987) :

"Le 12 octobre 1992, divers gouvernements et organisations internationales se proposent de célébrer le Ve centenaire de la "découverte" de l'Amérique, date qui a marqué le début de l'exploitation et du pillage de notre continent.

Aujourd'hui, s'opposer à cette célébration doit revêtir un profond sens politique pour empêcher que se perpétue l'exploitation et la spoliation des indigènes survivants de la grande catastrophe ; cela signifie aussi la défense de la classe ouvrière de ce continent dans son ensemble.

Nous devons défendre les droits des indigènes comme groupes vivants, agissants et acteurs de la lutte de classe; non comme des gloires du passé, des pièces de musée ou, pire encore, comme de pures

Le CC du PRT propose une série d'actions : journée nationale d'action contre la célébration du Ve centenaire, avec toutes les organisations paysannes et indigènes au niveau latino-américain, reliée à la journée qui est organisée dans l'Etat espagnol, avec le même objectif de dénonciation; aide à l'organisation des divers groupes indigènes avec publication de matériel, émissions de radios en langues indigènes, etc.

La correspondance suivante a été publiée dans *Combate*, journal de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol (3 octobre 1987).

"La large campagne réactionnaire autour du Ve centenaire de la "découverte de l'Amérique" commence petit à petit à mobiliser contre elle les efforts de nombreux militants et militantes, de divers mouvements, de solidarité et pacifistes. En Galice, en Andalousie, aux Canaries et au Pays valencien des initiatives ont été programmées autour du 12 octobre, date désignée par le gouvernement PSOE comme "Fête nationale de l'Espagne", lui donnant ainsi le double contenu de la commémora-



survivances folkloriques. Nous devons travailler côte à côte avec les indigènes qui construisent leurs organisations et essayer de les intégrer aux rangs des révolutionnaires.

Nous revendiquons le droit de toutes les ethnies indigènes à conserver leur identité, à voir respecter leur identité politique, économique, culturelle et géographique.

La défense des droits des indigènes doit être considérée comme partie intégrante de la défense de notre propre identité culturelle et de classe, face aux positions culturelles de la bourgeoisie (...)"

tion d'un acte de rapine, d'un génocide et d'une colonisation brutale, et de la célébration de l'"unité de l'Espagne".

Le catalogue des festivités officielles prévues va de l'exposition universelle de Séville de 1992, aux Olympiades de Barcelone, la même année. Derrière ces activités il n'y a pas seulement un cadre idéologique réactionnaire, mais aussi un évident intérêt économique. Une grande partie des opérations montées durant cette campagne ont comme objectif la pénétration du capital espagnol en Amérique latine, ainsi que du capital israélien et d'autres pays (...)" ■

Zaffaraya

Inconnue il y a peu, la communauté de Zaffaraya, à Berne, où habitaient jusqu'au 17 novembre environ 25 personnes, est devenue en quelques jours le symbole de tout une partie de la jeunesse bernoise.

La destruction de cette communauté par 200 grenadiers a manifesté au grand jour la contradiction entre les aspirations à une vie alternative de larges couches de la jeunesse et l'esprit borné, intolérant et répressif de la majorité de droite de la municipalité de la capitale fédérale. Une fois de plus, cette dernière a montré sa volonté de marginaliser, et si nécessaire d'étouffer toute forme d'organisation et d'expression culturelles autonomes et alternatives des jeunes.

Depuis la fermeture du centre autonome de la Reithalle en 1982, l'absence de locaux et de moyens pour le développement d'une vie culturelle différente se faisaient cruellement sentir. Ajoutons-y la crise du logement qui touche en particulier les jeunes pressés de quitter le foyer familial.

C'est dans ce contexte que s'était créée la communauté de Zaffaraya. En mars 1984, elle s'installait dans un immeuble abandonné depuis longtemps, où elle accueillait diverses manifestations culturelles. Délogée par la police, elle avait élu domicile sur les bords de l'Aar en 1985.

Depuis le mois d'octobre dernier, le mouvement pour demander la réouverture d'un centre autonome de jeunes à la Reithalle avait pris de l'ampleur. Plusieurs concerts sauvages furent organisés dans le bâtiment provisoirement occupé et des manifestations mises sur pied pour appuyer cette revendication.

La police est très brutalement intervenue pour déloger Zaffaraya. La réaction des jeunes Bernois a impressionné par son ampleur. Dès le lendemain de l'"exploit" des flics, des grèves ont démarré dans de nombreuses écoles et à l'université. 26 établissements scolaires mobilisés ont voté une résolution réclamant :

- la décriminalisation immédiate des 25 habitant(e)s de Zaffaraya ;
- que le terrain occupé par la communauté lui soit rendu ;
- la réouverture de la Reithalle pour des activités culturelles et comme lieu d'hébergement pour les jeunes sans abri ; et que la municipalité mette à disposition les moyens nécessaires pour sa rénovation ;
- la création d'un fond géré par les jeunes pour une culture alternative ;
- la mise sur pied d'espaces d'habitation à bon marché en ville et le droit pour les jeunes d'être représentés dans les commissions de la municipalité bernoise qui s'occupent du problème du logement ;
- la démission du maire et du chef de la police.

Ils demandent aussi la non-prise de sanctions à l'encontre des élèves grévis-

tes et l'instauration d'un véritable dialogue entre les autorités et les jeunes.

La solidarité s'est également exprimée par une grève des travailleurs sociaux de la ville protestant contre la politique des édiles envers la jeunesse.

Les manifestations de jeunes se sont poursuivies tous les jours de la semaine, regroupant à chaque fois plusieurs milliers de personnes. Elles ont culminé avec la grande manifestation du samedi 21 novembre qui a réuni plus de 10 000 personnes.

Dimanche 22 novembre, l'assemblée générale du mouvement a décidé de fixer un ultimatum au jeudi 26 pour que la municipalité restitue un terrain à Zaffaraya et pour la réouverture de la Reithalle. Quelle que soit l'attitude des autorités communales, la volonté de nombreux jeunes Bernois de vouloir vivre et de se battre pour, en dehors des cadres étriqués du "comme il faut" helvétique s'est d'ores et déjà clairement affirmée.

Le mouvement ne s'est pas laissé entraîner dans des actions dures, ce qui a grandement facilité l'émergence d'une large solidarité et d'un bon capital de sympathie. Mais il est à craindre que les autorités, elles, ne cherchent la confrontation : ainsi la façon dont la police est intervenue lors des manifestations du 26 novembre au gaz lacrymogène, balles en caoutchouc, brutale évacuation d'une maison occupée et interpellations de 102 personnes. ■

REVUES

Le Cahier d'étude et de recherche numéro 6 est paru

Le populisme en Amérique latine

Dans de nombreux pays du continent, les partis populistes restent l'obstacle principal à l'indépendance de classe du mouvement ouvrier et à une alliance directe de la paysannerie et de la classe ouvrière. Le Cahier d'étude et de recherche

numéro 6 est une anthologie de textes sur ce mouvement, choisis et présentés par Michael Löwy. Les origines du bonapartisme mexicain du PRI sont analysées par Adolfo Gilly. Helena Hirata explique les raisons de la montée et du déclin du régime de Getulio Vargas au Brésil. Un texte du PRT argentin, datant de 1972, suit la trajectoire et les contradictions du péronisme. Enfin, les traits généraux du populisme sont résumés par Carlos M. Vilas. M. Löwy esquisse une explication du renouveau du populisme aujourd'hui (Arias au Costa Rica, Alan Garcia au Pérou, Brizola au Brésil, etc.) et des tentatives de l'Internationale socialiste de se lier aux partis de ce mouvement. 40 pages, 20 francs français.

Egalement disponibles : N°1 : La place du marxisme dans l'histoire, par Ernest Mandel, 20 FF ; N°2 et 3 : La révolution chinoise - tomes 1 et 2, par Pierre Rousset, respectivement 20 FF et 25 FF ; N°4 : Sur la révolution permanente, par Michael Löwy, 20 FF ; Lutte de classe et innovation technologique au Japon depuis 1945, par Muto Ichiyo, 25 FF.

Prévus : Les révolutions bourgeoises, par Robert Lochhead ; Marxisme, féminisme et mouvement ouvrier, par Marijke Coole ; La fondation de la Quatrième Internationale, par Daniel Bensaid.

L'abonnement à neuf numéros des Cahiers d'étude et de recherche coûte 180 francs français. Indiquer à partir de quel numéro commence l'abonnement. Tous paiements à l'ordre de Pierre Rousset. Chèques tirables dans une banque située en France. Virements bancaires à 30002/816/47171C/44, ou postaux à CCP Paris 11 541 97 T. Paiements groupés : indiquer la somme pour les CER. Envoyer la commande à : CER, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. ■



Suite

Nouvelle liste de signataires de l'Appel pour la réhabilitation pénale des accusés des procès de Moscou.

Australie : Nick Balkhus, sénateur ; Dennis Freney, rédaction *Tribune* ; Peter Murphy, Comité national du PC ; **Belgique** : Roger Callemant, sénateur ; **Canada** : G.S. Kealey, directeur *Labour* ; Rick Salutin, directeur *This Magazine* ; **Etats-Unis** : Morris U. Schappes, directeur *Jewish Currents* ; **Finlande** : J. P. Roos, Université d'Helsinki ; **France** : Jean-françois Vilar, écrivain ; Jean Vilanova, ancien conseiller régional et ancien secrétaire de la Fédération Rhône-Alpes du PCF ; Alain Dem ; Jean-Bernard Lemoine ; Jean-Pierre Magnant, Université de Bordeaux ; **Pays-Bas** : Titia Van Leeuwen, sénateur ; **Pologne** : Jozef Piniór, ancien président de Solidarité de Basse-Silésie et ancien membre de la Commission nationale de coordination de Solidarité dans la clandestinité ; **RFA** : Gunter Wallraf, écrivain ; **Suisse** : Andreas Gross, député municipal, vice-président du PS de Zürich ; François Masnata, Université de Lausanne ; Georges Petersen député conseil vaudois, Université de Lausanne ; **Turquie** : Yildiz Sertel, Université de Paris ; **En Grèce**, la rédaction de la revue *Skholiastis* s'est associée à la campagne.

11 décembre 1987

"Aujourd'hui comme hier notre objectif demeure la question du pouvoir"

Entretien avec Julio Marenales,
fondateur du MLN - Tupamaros.

JULIO MARENALES est l'un des fondateurs et dirigeants historiques du Mouvement de libération nationale MLN-Tupamaros, avec Raul Sendic, Manera et Fernandez Huidobro.

Emprisonné une première fois à la fin des années soixante, il sera "otage" de la dictature de 1972 à 1985. Il est membre du Comité central et du Comité exécutif du MLN. Il a bien voulu recevoir *Inprecor* à Montevideo, et nous a donné cette interview.

■ **INPRECOR** : *Après 11 ans de dictature, les militaires ont quitté le gouvernement en 1983. Des élections ont été organisées, et la bourgeoisie est revenue aux commandes directes de l'Etat. Les organisations politiques ont été légalisées, les exilés et les militants emprisonnés sont aujourd'hui en liberté. Mais aucune sanction n'a été prise contre les militaires coupables de violations des droits de l'Homme, la situation économique continue de se détériorer et les travailleurs continuent de payer la crise comme dans les années 70.*

Comment le MLN-Tupamaros caractérise-t-il l'étape actuelle que vit l'Uruguay ?

- **JULIO MARENALES** : Le MLN caractérise la situation actuelle en distinguant la situation politique de la situation économique, bien qu'elles soient intimement liées.

Du point de vue politique, nous faisons la différence entre la situation politique actuelle et celle de la dictature. Nous sommes en ce moment dans le local du MLN, c'est un exemple de ce changement !

Mais moi je préfère parler de "légalité en vigueur" plutôt que de démocratie, ce terme est plus approprié.

Sous la dictature, il n'y avait plus de partis politiques et la plupart des syndicats étaient interdits. Vers la fin, lorsque

la détérioration de la situation économique et politique s'est accentuée, les militaires ont amorcé un mouvement de repli, et un certain espace permettant la réorganisation du mouvement ouvrier est apparu. n'a pas été sans discussions parmi les travailleurs. Ceux qui pensaient qu'il faut profiter de cet espace l'ont emporté.

Il y a une différence fondamentale entre aujourd'hui l'époque de la dictature de ce point de vue. Aujourd'hui, de manière générale, nous n'avons pas de problème pour fonctionner, nous pouvons avoir des activités publiques, même si les médias nous ferment la porte (nous ne passons pas dans les médias, même en payant !).

Par contre, du point de vue économique, nous ne voyons aucune différence, cette analyse est d'ailleurs partagée par l'ensemble de la gauche. Nous qualifions cette situation de continuité économique. Le projet néo-libéral de la dictature reste en vigueur, c'est toujours le projet du gouvernement.

Dans la conception libérale de l'économie, la classe capitaliste doit faire le maximum de bénéfices pour pouvoir accumuler. Cette accumulation ne sera pas investie dans le domaine productif, mais dans le secteur spéculatif et financier (quand l'argent ne quitte pas le pays !).

Le gouvernement Sanguinetti poursuit avec acharnement cette même politique. Récemment, il a fait une émission bidon de bons qui ont été immédiatement achetés ! C'était une démonstration de la réalité de ce qu'ils font : spéculer au lieu d'investir ; ces bons n'étaient en rien productifs.

Le projet d'enrichissement des classes riches par l'accumulation est en pleine expansion. Le gouvernement s'est engagé dans une politique d'exportation, au mépris du marché intérieur. Pour être compétitives, ces exportations uruguayennes ont besoin d'un plafonnement des salaires, le gouvernement l'a imposé.

En 1985, le salaire des travailleurs était évalué à 36 ou 37% de celui de 1958. Celui de 1987 sera de 52 % de celui de 1971, ce sont là des chiffres officiels de la CEPAL (1). Le gel des salaires date de 1983.

Lorsque les militaires ont quitté le gouvernement, les différentes forces politiques se sont regroupées autour d'un certain nombre d'accords dans la CONAPRO

(2). Cette coordination a passé des compromis (avec les partis traditionnels Blanco et Colorado, notamment) et avec le patronat, sur le problème des salaires, pour maintenir ce faible pouvoir d'achat des travailleurs.

Nous l'avions appris en prison : vers la fin nous avions le droit d'écouter les informations radio-télévisées (coupées, bien sûr !) et nous entendions les déclarations des divers secteurs du patronat qui reconnaissaient que le pouvoir d'achat était bas. C'était unanime !

La politique gouvernementale n'a jamais été d'essayer de faire correspondre le salaire réel et le salaire nominal, elle a joué le maintien des salaires juste en dessous du niveau de vie minimum. Dans certains cas ça n'a même pas été le cas !

Dans sa course aux exportations, que fait le gouvernement ? Pour continuer à être compétitif sur le marché international, il ne pense qu'à bloquer les salaires et à délaissier le marché national.

La Centrale nationale des travailleurs (CNT) (3) avait présenté un plan basé sur la relance du marché intérieur, en proposant que les millions de dollars qui sont versés tous les ans en paiement des intérêts de la dette extérieure soit investis dans ce marché national, pour augmenter les salaires, les retraites et autres allocations, accroître le pouvoir d'achat de la masse du peuple, élever le niveau de la consommation actuelle et relancer le mécanisme économique.

Le gouvernement n'a pas accepté un tel projet. Quand les travailleurs se sont mobilisés à cause de la situation économique, le gouvernement a employé la force au lieu de réviser les salaires. Les travailleurs s'affrontent donc au gouvernement et non pas au patronat. Ils ont perdu dans 144 conflits en 1986, et chaque fois ils se sont trouvés nez à nez avec le gouvernement, maître du jeu.

Certains secteurs patronaux auraient été disposés à céder et à concéder des augmentations salariales, mais le gouvernement les en a empêchés. Certaines entreprises ajustent de leur côté les salaires des employés, mais ce sont des cas exceptionnels. Généralement, c'est le gouvernement qui établit les normes salariales.

■ **Quelle est la situation du mouvement ouvrier en Uruguay aujourd'hui ? Quelles séquelles a laissé la dictature ?**

- Politiquement, nous définissons l'étape actuelle comme un reflux.

Les 11 années de dictature militaire ont pesé lourd sur le mouvement popu-

1) CEPAL : Commission économique de l'ONU pour l'Amérique latine.

2) CONAPRO : C'est une coordination de forces politiques bourgeoises traditionnelles (les partis Blanco et Colorado) et de gauche réformistes, ainsi que de syndicats, réunie à la fin de la dictature. Elle faisait des promesses notamment en ce qui concerne la dette extérieure, le jugement des militaires, etc. Aucune de ces promesses, on le sait, n'a été tenue par le gouvernement.

3) CNT : Centrale nationale des travailleurs, confédération unique des travailleurs uruguayens, dirigée par le Parti communiste.



Julio Marenales

laire. Le MLN, contrairement à d'autres organisations de gauche, dit que la violation des droits de l'Homme n'a pas été le fait d'excès commis par certains individus, mais que l'institution armée a développé une politique répressive, en fonction d'un projet plus ambitieux qui voulait détruire ces organisations pour pouvoir développer son plan économique. C'est une divergence que nous avons avec une partie de la gauche.

Cette politique de répression a eu comme effet la disparition des organisations de résistance sous la dictature, nous en subissons toujours les séquelles.

Pour donner un exemple, prenons la nouvelle génération qui manque d'expérience ; ce sont des jeunes qui étaient des adolescents lors du coup d'Etat. Pendant ces années de dictature, leur expérience politique ou syndicale a été limitée. La dictature a aussi laissé des séquelles idéologiques. Le niveau de la lutte des classes en 1968 et dans les années qui ont suivi était différent : on vivait de grands conflits (occupations d'usines, affrontements avec la police, affrontements sociaux généralisés en Uruguay, au point que nous pensions vivre une situation pré-révolutionnaire).

Les traces de la dictature jouent dans l'échec des conflits du travail. Les travailleurs ne voient pas d'issue par le biais des mécanismes traditionnels de lutte syndicale (débrayages, grèves).

La concertation organisée par la CO-NAPRO, et que la plupart des organisations de gauche ont essayé de prolonger dans le temps, sans la contrepartie de la mobilisation et en se limitant aux accords de sommet, a eu des effets de démobilisation.

Le mécontentement de la base a des racines objectives, voilà pourquoi les conflits se sont multipliés, parfois de façon simultanée. Mais il n'y a pas eu de plan général de mobilisation, pour frapper tous en même temps. Cela a engendré la disper-

sion, et les conflits ont été liquidés les uns après les autres. La CNT n'a pas mobilisé. Le MLN pense que face à la situation actuelle, la CNT aurait dû agir autrement. Il n'existe pas de plan global de mobilisation. C'est la bataille que mènent nos camarades dans cette centrale, pour éviter la parcellisation des luttes qui mène à l'échec.

Nous pensons que la lutte syndicale et la mobilisation ne doivent pas avoir comme seul but certaines conquêtes, que nous qualifions de transitoires et circonstancielles. Sans leur ôter de l'importance, elles sont pour nous, un pont pour développer un travail politique et approfondir la prise de conscience politique de la grande masse des travailleurs.

Aujourd'hui comme hier notre objectif demeure la question du pouvoir. Tout ce que faisons sur le front de masse est inscrit dans notre conception stratégique révolutionnaire, notre action sur ce terrain ne peut donc pas être qualifiée de réformiste.

■ Quelle stratégie le MLN développe-t-il dans la période actuelle ?

- Politiquement, nous posons le problème de la constitution d'un "grand front" (4) (Frente grande), très large, qui ferait des propositions économiques et politiques. Ce qui est loin d'être une proposition révolutionnaire ou comportant des caractéristiques socialistes.

Mais c'est une proposition qui peut être acceptée par certains secteurs sociaux frappés par la crise. Ce front doit fondamentalement être anti-fasciste et antidictatorial ; pour être large, il doit avoir un programme minimum. Ce qui ne signifie en rien que nous ayons perdu de vue nos objectifs profondément révolutionnaires, mais nous intervenons à différents niveaux, au moins sur trois plans

- D'abord pour la constitution de ce "Frente Grande" large ;

- Ensuite pour une intervention plus stricte et adaptée à la lutte de classe sur le front ouvrier et syndical. On pourrait citer notre intervention dans le Mouvement pour la terre, qui n'est pas exclusivement composé de militants du MLN, même si nos camarades y ont des responsabilités importantes. (5)

- Ensuite c'est une problématique plus rigoureuse dans le MLN lui-même, et dans le cercle de sympathisants qui l'entoure.

Nous essayons d'embrasser différentes problématiques politiques, avec des structures organisationnelles qui nous permettent de viser de larges secteurs, ce qui, je le répète, ne se fait pas aux dépens de nos objectifs concrets concernant la prise du pouvoir. Nous essayons de développer un processus d'approfondissement des problèmes qui passe par une formulation compréhensible pour de larges secteurs peu politisés. Nous travaillons en "escalier".

La situation que connaît actuellement l'Uruguay n'est pas favorable à notre discours. Les discours réformistes, moins profonds et moins radicaux passent bien mieux ! Nous devons être très attentifs. Nous essayons de dire certaines choses indirectement, en diffusant le maximum de matériel sur la Révolution nicaraguayenne, par exemple. Nous avons fait des tirages de nos vieilles publications (ce qui a beaucoup dérangé !), même si elles datent, elles conservent toute leur actualité. Nous faisons donc passer par ce biais un message que nous ne pouvons pas formuler directement. Mais ni l'armée ni les services spéciaux ne se laissent embobiner !

■ Pourquoi n'êtes-vous pas dans le "Front large" (Frente Amplio-F.A.) ?

- Notre entrée dans le "Front large" est bloquée par ce qu'a signifié et signifie le MLN, personne ne se trompe sur nous ! Même si aujourd'hui nous sommes loin de constituer l'instrument adéquat pour faire la révolution, nous travaillons avec cet objectif ! L'appareil répressif n'a pas d'illusions sur nos intentions. Nous sommes des troubles-fêtes ! Nous portons toute la charge de notre histoire passée, notre bagage pèse lourd dans l'unité du "Front large" !

Les groupes qui mettent un veto à notre intégration au F.A. exigent de nous une autocritique, que nous nous repentions

4) "Frente Grande", proposition mise en avant par le MNL en contrepoint au "Front large" (Frente Amplio), coalition existant depuis les élections de 1971, où se retrouvent le PC, le PS, la Démocratie chrétienne. L'entrée du MNL y est bloquée, certaines organisations exigent de lui une "autocritique" publique sur la lutte armée et sa pratique dans le passé. Nos camarades du PST-U (section uruguayenne de la IVe Internationale) ont aussi demandé d'y adhérer.

5) C'est Raul Sendic, fondateur et leader historique du MNL-Tupamaros (emprisonné jusqu'en 1985) qui participe depuis les années 60 au Mouvement de la terre dont il est l'un des dirigeants historiques. Il dirige notamment le mouvement des travailleurs de la canne à sucre, dans la région de Bella Union (nord du pays avec le Brésil) alors qu'il était encore militant du FAU qui fut une des composantes essentielles du MNL lors de sa création.

de notre passé. Ils exigent que nous présentions des candidats aux élections. Nous avons souvent appuyé des candidats, mais nous ne nous présentons pas. Ils exigent de nous des discours électoralistes et réformistes. Nous avons commencé un bilan autocritique à l'intérieur du MLN, nous ne l'avons pas fini. Mais nous n'allons pas tirer les mêmes conclusions que ceux d'en face !

Le MLN ne présentera pas de candidats aux élections. Nous avons notre propre capital politique, et dans un pays où la recherche de voix pousse à des actes extrêmes, nous ne faisons pas cadeau des nôtres ! Nous sommes conscients que le climat électoral permet le travail politique et nous lui donnons l'importance qu'il mérite. Les élections représentent un thermomètre politique qui permet de calculer l'avancée de larges secteurs.

Mais nous ne courons pas après des postes officiels ! Il est important qu'il y ait des élus des secteurs populaires, et nous les appuyons.

Qui sait si nous pourrions entrer dans le F.A. ? Nous sommes un poids décisif. Par exemple pour l'élection municipale de Montevideo, nous représentons 30 000 ou 40 000 voix et si le résultat n'est pas falsifié, nous pouvons être un facteur déterminant. Nous devons donc agir avec soin. Le MLN a toujours eu une façon un peu "rude" de faire de la politique, il doit la garder. C'est un peu "l'éléphant dans le magasin de porcelaines", c'est un antidote !

■ Après une décennie d'échecs, le MLN - Tupamaros se réorganise. Quel bilan en tirez-vous ? Comment renaît le MLN dès 1985 ?

- L'échec de 1972 nous l'avons surtout ressenti comme un échec militaire. Du point de vue politique cela a été différent, même si nous avons disparu comme or-

ganisation. Il y a eu une terrible "diaspora" des Tupamaros, en prison, en exil partout dans le monde, et nous avons vécu des réalités très différentes pendant longtemps.

Quand le MLN a commencé à se réorganiser, à faire des réunions publiques, ce que nous appelons les "mateadas", ou à discuter dans les réunions du F.A. avec des syndicalistes, nous avons senti que quelque chose existait toujours autour de nous. Nous sommes donc arrivés à la conclusion que certains facteurs indispensables pour la réorganisation du MLN étaient réunis.

Notre trajectoire passée est bien évidemment un élément de poids. Dans notre bilan autocritique nous reconnaissons que le travail de masse dans les années 70 a été insuffisant.

Nous avons fait ce travail de masse avec notre appareil politico-militaire : de la propagande armée, des occupations d'usines, des discussions avec les travailleurs. Nous avons maintenu le travail de l'organisation légale du MLN à l'époque, le Mouvement du 26 mars. Nos camarades travaillaient dans les syndicats. Mais nous sommes conscients que c'était insuffisant, malgré les gens que nous drainions. Les camarades qui se sont intégrés après 1985 ne l'ont pas fait pour ce que nous faisions à l'époque (nous venions de démarrer !), mais à cause de ce que nous avions fait dans le passé. Les jeunes étaient toujours sensibles à ce qu'avait été le MLN dans le passé, à la problématique qu'il avait soulevée, notamment sur la question du pouvoir.

Par ailleurs, la répression a commis une grande erreur en Uruguay, contrairement à l'Argentine (et ils le savent !), en laissant vivre tant de nos camarades. En prison les militaires nous disaient souvent : "comme on n'a pas pu vous tuer à temps, nous allons vous rendre fous !". Ils ont développé toute une politique pour nous déstabiliser psychiquement. S'en

prenant à tous les militants, pas seulement aux "vieux" qui constituaient une sorte de "noyau".

Ces deux facteurs - le passé et les erreurs de la répression - expliquent ce phénomène de réorganisation et peuvent surprendre des mouvements révolutionnaires, même en Amérique latine.

La croissance du MLN dans les années 60-70, prouve que nous ne nous sommes pas trompés, notre poussée actuelle le confirme ! Il y a un espace politique en Uruguay pour une organisation comme nous, que nous soyons capables ou pas de l'occuper correctement, c'est un autre problème. Mais il y a une nécessité historique de ce type de mouvement, c'est évident. Le MLN est le fruit de décennies d'affrontements sociaux et de luttes en Uruguay.

Le MLN était né du regroupement de camarades qui venaient de différents secteurs de la gauche. Notre première Convention (janvier 1966) suivait une période de discussion intense dans ce que nous appelions "la coordination" (*el coordinador*), qui regroupait des camarades en rupture avec le PS, le PC - regroupés dans ce qui s'appelait le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) - ou d'autres groupes comme Resistencia obrera qui est devenu le Mouvement d'action populaire (MAP), ainsi que des syndicalistes indépendants ou du FAU.

Dans cette "coordination" une analyse assez exhaustive de la réalité Uruguayenne, a été faite et nous en avons tiré des conclusions qui nous ont permis de créer le MLN, même si ces définitions étaient insuffisantes, comment le disent certains camarades (6). Ce qui a divisé notre première Convention c'était le problème de la nécessité ou pas d'une organisation politico-militaire. La discussion tournait autour de, la constitution d'un appareil politico-militaire ; celle d'un parti. C'est la première thèse qui l'a emporté en 66.

Le MLN tirait sa force de ses militants politiques expérimentés, mais ces origines diverses étaient aussi son talon d'Achille, nous n'avions pas eu le temps d'homogénéiser tout ça ! Il y a eu une dispersion du point de vue idéologique et politique à cause de nos origines diverses et la dictature, l'exil et la prison ne nous ont pas aidés. Mais si les résolutions écrites en 66 étaient insuffisantes, il faut se rappeler que le MLN se profilait comme organisation clandestine. Il fut connu par un accident imprévu au cours d'une opération armée ! Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Aujourd'hui nous avons formé des structures (Comité central et Comité exécutif). Dans ce cadre, nous, les "vieux" nous n'avons intégré que tout récemment la direction.

Montevideo, 12 septembre 1987
propos recueillis par
C. Garmendia



Montevideo. Fresque du Frente Amplio

(6) La deuxième Convention (Congrès) du MLN dans la légalité a eu lieu en août 1987.

INDEX 1987

(234 - 256)

Certains des articles d'Inprecor apparaissent à la fois dans une rubrique thématique (femmes, jeunes, interantionale etc.) et dans le classement par pays.

AFGHANISTAN

Sept ans après l'intervention soviétique 02.02.87 235
Michel Lequenne

Bilan d'une guerre 30.03.87 239
Salah Jaber

Qui sont les moudjahidin ? 30.03.87 239
Salah Jaber

AFRIQUE DU SUD

Voilà 75 ans, naissait l'ANC 16.02.87 236
Dominique Legrand

Sanctions contre l'Afrique du Sud 16.02.87 236

Conflits dans les mines (EN BREF...) 16.02.97 236

25 000 emprisonnés par l'état d'urgence (EN BREF...) 16.03.87 238

La censure quotidienne (EN BREF...) 13.04.87 240

Veillée d'armes électorale pour les Blancs 28.04.87 241
Peter Blumer

Défendre le COSATU (Editorial) 11.05.87 242

Quel rôle pour le Parti communiste ? 25.05.87 243
Peter Blumer

"L'avenir est entre nos mains" 08.06.87 244
Message du nouvel an au COSATU

"Nous sommes à l'aube d'une transformation majeure" 08.06.87 244
Sydney Mumfadi au congrès du NUNAS

"Ouvrez les livres de comptes !" 08.06.87 244
Document

Pour un salaire décent 08.06.87 244
Document

Naissance du NUMSA 06.07.87 246
Weekly Mail

Solidarité avec la lutte anti-apartheid 13.07.87 247
Résolution du CEI de la IVe Internationale

Grève des mineurs : la plus longue 21.09.87 249
Tony Roux

Congrès du COSATU 02.11.87 252
Tony Roux

Libérez Mayekiso 02.11.87 252
Paul Smith

Vers une direction féminine ? 14.12.87 255
(EN BREF...)

ALLEMAGNE DE L'OUEST (RFA)

Les élections de janvier 1987, une demi-victoire de la droite 02.03.87 237
Winfried Wolf

De nouveau les 35 heures (EN BREF) 13.04.87 240

L'accord sur la réduction du temps de travail 13.07.87 247
Manuel KELLNER

AMERIQUE CENTRALE

Solidarité avec le peuple d'Amérique centrale 13.07.87 247
Résolution du CEI de la IVe Internationale

Accord d'Esquipulas, Déclaration du FMLN 07.09.87 248

Reagan et le Nicaragua 05.10.87 250
Roberto Bardini

AMERIQUE LATINE

Christianisme et libération 06.07.87 246
Michael Löwy

Rencontre syndicale contre la dette (EN BREF) 06.07.87 246

Il y a vingt ans tombait Che Guevara 02.11.87 252
Michaël Lowy

L'apport de Che Guevara au marxisme 02.11.87 252
Michaël Lowy

Les risques de coups d'Etat militaires (EN BREF) 28.12.87 256

ARGENTINE

Mort d'un vétéran du trotskysme 16.02.87 236
(EN BREF...)

"Point final" contre les crimes de la dictature (EN BREF...) 02.03.87 237

AUTRICHE

Une brèche dans la paix sociale 30.11.87 254
Christophe Dupuy

BELGIQUE

Congrès de la Jeune Garde socialiste 02.02.87 235
(EN BREF...)

La crise de la chimie anversoise (EN BREF...) 16.02.87 236

Vague de grèves en Flandres 13.04.87 240
(EN BREF...)

Création d'un comité syndical inter-européen 11.05.87 242
(EN BREF...)

Les JGS contre les missiles 19.10.87 251
(EN BREF...)

BOLIVIE

Grève des enseignants (EN BREF...) 07.09.87 248

BRESIL

Au lendemain des élections, l'austérité 19.01.87 234
João Machado

Industrialisation-désindustrialisation, un tournant ? 02.03.87 237
Pierre Salama

Contre le plan Bresser et le FMI 21.09.87 249

Construire le Parti des travailleurs 21.09.87 249
João Machado

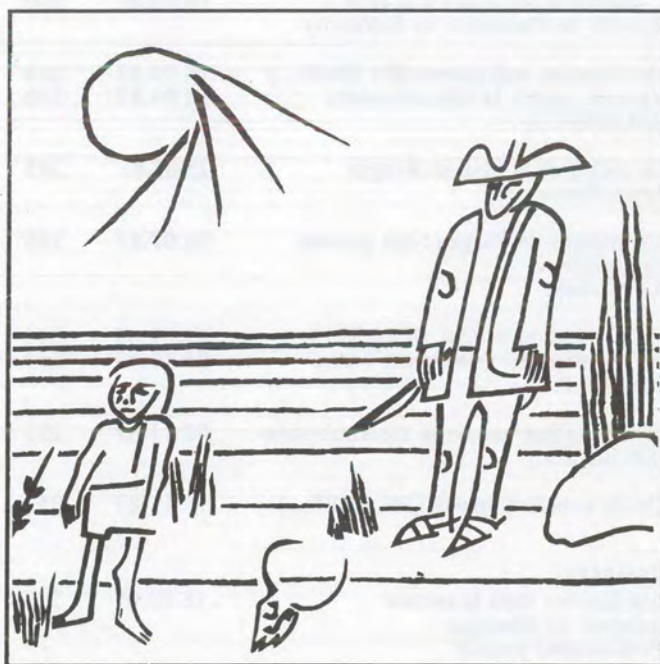
Les relations entre la CUT et le PT <i>Em Tempo</i>	21.09.87	249	Vers une nouvelle récession <i>Ernest Mandel</i>	16.11.87	253
La CUT, la CGT et la grève générale <i>Em Tempo</i>	21.09.87	249	Tiers-Monde et nucléaire <i>Barry Commoner</i>	30.11.87	254
Lula président <i>Em Tempo</i>	21.09.87	249	EGYPTE L'opposition au miroir des élections <i>Jean Sylvere</i>	08.06.87	244
BURKINA FASO Thomas SANKARA renversé <i>Claude Gabriel</i>	02.11.87	252	EL SALVADOR Duarte dans l'impasse <i>Arnold Berthu</i>	13.04.87	240
CANADA Congrès des jeunes socialistes (EN BREF)	06.07.87	246	"Le salvador est polarisé entre le FMLN et les forces armées"	13.04.87	240
Accord ratifié chez Chrysler (EN BREF...)	19.10.87	251	Interview de <i>Barnabé Recinos</i> de l'UNTS Dans la prison de Mariona, Interview de <i>Mercedes Sanz</i> , militante du PSO	13.04.87	240
La grève des postiers (EN BREF...)	30.11.87	254	Stratégie de la guerre populaire <i>Joaquin Villalobos (Document)</i>	28.04.87	241
CHILI Pinochet pour combien de temps encore ? <i>Orlando Serra</i>	11.05.87	242	Accord d'Esquipulas <i>Déclaration du FMLN (Document)</i>	07.09.87	248
"Un militaire conduira certainement la transition" Interview de <i>Gabriel Valdes</i>	11.05.87	242	Les prochains mois seront décisifs <i>Arnold Berthu</i>	16.11.87	253
Les méandres du PC chilien <i>Dominique Legrand</i>	11.05.87	242	Les syndicats jaunes <i>Washington Monthly</i>	16.11.87	253
Luis Corvalan parle (Document)	11.05.87	242	Trois dirigeants du FDR rentrent au Salvador (EN BREF...)	14.12.87	255
Grave crise dans le MIR Interview de <i>Andrès Pascal Allende</i>	11.05.87	242			
"En finir avec le foquisme" Interview de <i>Jorge Flores</i>	11.05.87	242			
Les femmes contre la dictature <i>Marta Fuentes</i>	14.12.87	255			
CHINE La NEP chinoise et ses contradictions <i>Ernest Mandel</i>	19.01.87	234			
Une critique du septième plan quinquennal <i>Zhang Kai</i>	19.01.87	234			
Solidarité avec le peuple chinois en lutte pour la démocratie	19.01.87	234			
COREE DU SUD La classe ouvrière prend la relève <i>David Cameron</i>	07.09.87	248			
CUBA Amorce d'un débat économique <i>Juan José Gonzalez</i>	02.02.87	235			
DANEMARK Un gouvernement instable <i>Soren Johansen</i>	21.09.87	249			
DIVERS Le courant lambertiste éclate à Caracas (EN BREF...)	11.05.87	242			
ECONOMIE Le système monétaire européen <i>Ernest Mandel</i>	02.02.87	235			
Crise monétaire et concurrence impérialiste <i>Ernest Mandel</i>	22.06.87	245			
Les rapports Nord-Sud (EN BREF...) L'ombre de 1929 <i>Ernest Mandel</i>	22.06.87 02.11.87	246 252	ETAT ESPAGNOL Le labyrinthe basque <i>José I. Bikila</i>	19.01.87	234
			"Non à la sélection sociale", table ronde extraite de <i>Combate</i>	16.02.87	236
			De sombres perspectives économiques <i>Pedro Montes</i>	16.02.87	236
			"Terre et liberté", le combat séculaire des journaliers andalous <i>Ignacio Rios</i>	16.02.87	236
			U.G.T., une étrange victoire électorale <i>Joaquin Nieto</i>	16.02.87	236



Le mouvement anti-guerre, un an après le référendum <i>Enric Prat</i>	13.04.87	240	Les femmes dans l'économie nicaraguayenne (EN BREF)	22.06.87	245
Il y a cinquante ans, Guernica (EN BREF...)	13.04.87	240	Féminisme irlandais, un modèle différent <i>Sue Pentel</i>	30.11.87	254
Congrès des JCR (EN BREF...)	11.05.87	242	Le mouvement féministe dans l'Etat espagnol <i>Justa Monteros</i>	30.11.87	254
L'état de grâce est fini pour Felipe Gonzalez <i>Commission syndicale de la LCR</i>	25.05.87	243	CHILI : les femmes contre la dictature <i>Marta Fuentes</i>	14.12.87	255
A la veille des élections <i>Combate</i>	08.06.87	244	FRANCE Les Cahiers du féminisme ont dix ans ; Interview de <i>Josette Desbois</i> et <i>Anne Marie Granger</i>	16.03.87	238
"Euskadi lutte avec toi !" Interview de <i>Txema Montera</i>	08.06.87	244	" La révolution, camarades" ! <i>Francis Sitel</i>	28.04.87	241
Congrès des Commissions ouvrières (EN BREF...)	22.06.87	245	Solidarité avec les cheminots d'Afrique du Sud (EN BREF...)	22.06.87	245
Agression du GAL contre un militant de la LKI (EN BREF)	06.07.87	246	GRANDE BRETAGNE Un an de grève du Livre <i>Hilary Eleanor</i>	16.02.87	236
MC-LCR : le processus unitaire progresse <i>Combate</i>	21.09.87	249	Une nouvelle revue marxiste-révolutionnaire (EN BREF)	22.06.87	245
Manifeste de la gauche syndicale <i>Document</i>	02.11.87	252	(Nouvelles mobilisations des mineurs (EN BREF...))	05.11.87	250
Le mouvement féministe dans l'Etat espagnol <i>Justa Monteros</i>	30.11.87	254	GRECE Des processus de recomposition à gauche <i>Dimitri Ionos</i>	22.06.87	245
ETATS-UNIS Congrès de Socialist action (EN BREF...)	02.02.87	235	GUATEMALA Pacte d'unité syndicale (EN BREF...)	16.03.87	238
L'Amérique noire face à la crise Bulletin de discussion de <i>Solidarity</i>	16.02.87	236	"La répression est devenue plus sélective" Interview de <i>Nineth de Garcia</i>	11.05.87	242
Mobilisation anti-guerre (EN BREF...) Victoire contre la discrimination (EN BREF...)	16.03.87 13.04.87	238 240	HAITI L'épreuve de force (EN BREF)	13.07.87	247
Le déclin de la Maison Reagan <i>James Petras</i>	25.05.87	243	Un mouvement de grève sans précédent <i>Andy Brock</i>	07.09.87	248
L'Amérique de Reagan : des pauvres par millions <i>Anna Libera</i>	06.07.87	246	Une économie en chute libre <i>Filip Martens</i>	05.10.87	250
Convention de la YSA (EN BREF) Un manifestant grièvement blessé (EN BREF...)	06.07.87 05.11.87	246 250	" <i>Nous sommes sujets de notre histoire</i> " Interview de <i>Jean-Bertrand Aristide</i> Massacre à Jean-Rabel	05.10.87 05.10.87	250 250
Manifestation contre la discrimination (EN BREF...)	02.11.87	253	<i>Filip Martens</i> Elections macoutes <i>Arthur Mahon</i>	14.12.87	255
Droits constitutionnels (EN BREF...)	16.11.87	253	HONGRIE Comment développer la démocratie socialiste Interview de <i>Andras Hegedus</i>	16.02.87	236
FEMMES Les femmes dans le secteur informel de Managua <i>Pensamiento propio</i>	16.03.87	238	INTERNATIONALE Afrique du Sud : solidarité avec la lutte anti-apartheid <i>Résolution du CEI</i>	13.07.87	247
Les "Cahiers du féminisme" ont dix ans (France) Interview de <i>Josette Desbois</i> et <i>Anne-Marie Granger</i> La lutte des femmes pour l'égalité au travail, au Japon <i>Tagaki Sumiko</i>	16.03.87 16.03.87	238 238	Solidarité avec le peuple d'Amérique centrale <i>Résolution du CEI</i>	13.07.87	247
Difficile d'être femme et travailleuse en Pologne <i>Jacqueline Heinen</i>	16.03.87	238	Arrêt de la répression à Sri-Lanka <i>Résolution du CEI</i>	13.07.87	247
Victoire contre la discrimination aux USA (EN BREF...)	13.04.87	240	Réhabilitation pénale une campagne internationale	02.11.87	252

Campagne pour la réhabilitation...suite	16.11.87	253
Une nouvelle falsification de l'histoire <i>Déclaration du Secrétariat Unifié</i>	16.11.87	253
Campagne pour la réhabilitation pénale des accusés des procès de Moscou (EN BREF)	30.11.87	254
IRLANDE		
Féminisme irlandais, Un modèle différent <i>Sue Pentel</i>	30.11.87	254
Après l'attentat d'Enniskillen <i>John Mc Anulty</i>	28.12.87	256
Editorial d' <i>An Phoblacht</i> <i>Document</i>	28.12.87	256
ISRAEL		
Pétition du Mouvement de la paix (EN BREF...)	16.02.87	236
Arrestations à Jérusalem (EN BREF)	02.03.87	237
Michel Warchawski toujours emprisonné (EN BREF...)	16.03.87	238
Michel Warchawski en liberté provisoire ; Propos recueillis par <i>Alain Krivine</i>	30.03.87	239
Réouverture du Centre d'information alternative (EN BREF...)	19.10.87	251
ITALIE		
Recul du PCI aux législatives <i>Livio Maitan</i>	13.07.87	247
" <i>Deux coqs dans un poulailler</i> " Interview de <i>Franco Turigliatto</i>	13.07.87	247
Rencontre LCR-DP (EN BREF...)	16.02.87	236
Accord électoral LCR-DP (EN BREF...)	22.06.87	245
La FGCI adhère à l'Internationale socialiste <i>Livio Maitan</i>	02.11.87	252
JAPON		
La lutte des femmes pour l'égalité au travail <i>Takagi Sumiko</i>	16.03.87	238
JEUNES		
Tournée européenne des étudiants français (EN BREF...)	02.02.87	235
Espagne : "Non à la sélection sociale", table ronde extraite de <i>Combate</i>	16.02.87	236
Victoire du mouvement étudiant ; Interview d' <i>Edgardo Sanchez</i>	30.03.87	239
Une nouvelle génération <i>Claude Gabriel</i>	28.04.87	241
IVe camp international en Italie (EN BREF)	11.05.87	242
Camp international : un succès (EN BREF)	07.09.87	248
Autriche : Une brèche dans la paix sociale <i>Christophe Dupuy</i>	30.11.87	254
LES NOTRES		
Mort de notre camarade Tom Gustafsson (EN BREF...)	16.02.87	236
Tom Gustafsson ; 27 février 1947 - 7 février 1987 <i>Göte Kilden</i>	02.03.87	237

Juan Jose Gonzalez "Alvaro" (EN BREF)	16.03.87	238
Emile Van Ceulen (EN BREF...)	07.09.87	248
Sun Liangsi (1912-1987) (EN BREF)	05.10.87	250
Cristos Anastasiadis (1910-1987) (EN BREF...)	05.10.87	250
Chen Bilan (1902-1987) (EN BREF)	19.10.87	251
LIBAN		
Nouvelle donne à Beyrouth <i>Salah Jaber</i>	02.03.87	237
La grève générale Interview de <i>Zafer</i> militant du GCR	14.12.87	255
LIVRES		
Comprendre le monde pour le transformer <i>Ernest Mandel</i>	05.10.87	250
MADAGASCAR		
Répression contre les étudiants (EN BREF)	02.03.87	237
Chaos économique et crise politique (EN BREF...)	11.05.87	242
MAROC		
Lettre à sa Majesté Hassan II	16.03.87	238
Camouflet à Hassan II (EN BREF...)	11.05.87	242
MARTINIQUE		
Répression coloniale (EN BREF...)	16.03.87	238
Une grève utile, mais... (EN BREF...)	16.11.87	253



MEXIQUE		
A qui la reconversion industrielle doit-elle profiter ? <i>Parti révolutionnaire des travailleurs</i>	16.03.87	238
Victoire du mouvement étudiant ; Interview d' <i>Edgardo Sanchez</i>	30.03.87	239
Accord de fusion LOM-PRT <i>Document</i>	06.07.87	246
"Un parti en construction" <i>Parti révolutionnaire des travailleurs</i>	05.10.87	250

Une victoire ouvrière <i>José Luis H. Ayala</i>	16.11.87	253	Une année de débats dans le Parti communiste <i>Paul Petitjean</i>	22.06.87	245
"Seule la lutte pourra garantir notre niveau de vie" Interview à l'usine Volkswagen de Puebla	16.11.87	253	Les élections législatives de mai 1987 <i>Paul Petitjean</i>	22.06.87	245
MOYEN-ORIENT			Message au congrès de Bisig (EN BREF...)	22.06.87	245
Yasser Arafat à l'heure du bilan <i>Salah Jaber</i>	25.05.87	243	Un régime civil en liberté surveillée <i>Paul Petitjean</i>	21.09.87	249
1967-1987, il y a vingt ans, la guerre des six jours (Editorial)	08.06.87	244	Pour une véritable réforme agraire Interview de <i>Serge Cherniguin</i>	21.09.87	249
L'OLP à la croisée des chemins <i>Salah Jaber</i>	08.06.87	244	Assassinat d'un militant <i>Paul Petitjean</i>	05.10.87	250
Iran-Irak : sept ans de carnage <i>Salah Jaber</i>	21.09.87	249	Message du Secrétariat Unifié	05.10.87	250
L'impérialisme et la guerre du Golfe <i>Salah Jaber</i>	14.12.87	255	Déclaration de Bayan	05.10.87	250
NAMIBIE			POLOGNE		
Grève des mineurs (EN BREF...)	16.11.87	253	Une année de débats au sein de Solidarité <i>Cyril Smuga</i>	07.09.87	248
Mutinerie de soldats namibiens (EN BREF)	14.12.87	255	Du gris au noir, comment les Polonais voient leur avenir <i>Document</i>	30.11.87	254
NICARAGUA			Echec à Jaruzelski <i>Arthur Wilkins</i>	28.12.87	256
Du Contragate à la déroute de la <i>contra</i> <i>William I. Robinson</i>	02.02.87	235	"Il faut faire évoluer le régime par la pression sociale" Interview de <i>Jan Litinsky</i>	28.12.87	256
Les femmes dans le secteur informel de Managua <i>Pensamiento propio</i>	16.03.87	238	"Nous entendons représenter les opprimés" Interview de <i>Jozef Pinior</i>	28.12.87	256
Crise de la <i>contra</i> (EN BREF...)	13.04.87	240	"Défendre les intérêts des travailleurs" Interview d' <i>Andrzej Gwiazda</i>	28.12.87	256
Les chrétiens dans la révolution sandiniste Interview du commandant <i>Luis Carrion</i>	06.07.87	246	PORTUGAL		
Les femmes dans l'économie (EN BREF...)	22.06.87	245	Bilan des élections <i>Francisco Louça</i>	21.09.87	249
La guerre, l'économie et la révolution <i>Carlos M. Vilas</i>	13.07.87	247	QUEBEC		
Structure sociale et force de travail <i>E.K. Fitzgerald</i>	13.07.87	247	Victoire du mouvement étudiant (EN BREF...)	02.02.87	235
"Le peuple ne reprendra pas le chemin du passé" Interview de <i>Tomas Borge</i>	05.10.87	250	REVUES		
La <i>Contra</i> de l'intérieur Interview réalisée par <i>Envio</i>	30.11.87	254	<i>Perspectiva Mundial</i> a dix ans (EN BREF)	02.02.87	235
NOUVELLE-CALÉDONIE			Une étude sur la révolution chinoise (EN BREF...)	02.02.87	235
Offensive contre les militants indépendantistes (EN BREF...)	02.03.87	237	Le CER numéro 5 est paru (EN BREF)	30.11.87	254
PAYS-BAS			Le CER numéro 6 est paru (EN BREF)	28.12.87	256
La crise de la gauche radicale <i>Robert Went</i>	02.02.87	235	SENEGAL		
PEROU			L'opposition dénonce le code électoral (EN BREF...)	02.11.87	253
Anniversaire du massacre des prisons : Une semaine de violence (EN BREF)	13.07.87	247	SRI-LANKA		
Septième congrès de la CCP (EN BREF)	05.11.87	250	Arrêt de la répression <i>Résolution du CEI de la IVe Internationale</i>	13.07.87	247
PHILIPPINES			SUEDE		
Les éléments essentiels de la nouvelle situation politique se dessinent <i>Paul Petitjean</i>	02.02.87	235	Victoire pour les ouvriers de la confection (EN BREF)	19.10.87	251
Une lettre du Partido ng Bayan (EN BREF...)	02.02.87	235	L'opposition syndicale se renforce Interview de <i>Göte Kilden</i>	16.11.87	253
Une victoire fragile pour Aquino <i>Paul Petitjean</i>	02.03.87	237	Congrès national de la section suédoise (EN BREF...)	14.12.87	255
Les chrétiens révolutionnaires <i>Sonia Rupón</i>	06.07.87	246	SUISSE		
			Contre la flexibilité (EN BREF...)	02.03.87	237

Droit d'asile pour argent sale <i>Michel Thevenaz</i>	11.05.87	242
Congrès du SAP/PSO/PSL (EN BREF...)	25.05.87	243
Lettre à Duarte (EN BREF...)	30.11.87	254
Zaffaraya (EN BREF)	28.12.87	256
SYRIE		
Arrêter la répression et la torture <i>Salah Jaber</i>	30.11.87	254
Document du PAC	30.11.87	254
TCHAD		
Tournant d'un conflit	11.05.87	242
TCHÉCOSLOVAQUIE		
Musique en péril (EN BREF...)	16.02.87	236
D'un procès politique à l'autre (EN BREF)	13.04.87	240
L'effet Gorbatchev vu de Prague Interview de <i>Petr Uhl</i>	13.07.87	247
THEOLOGIE DE LA LIBERATION		
Christianisme et libération en Amérique latine <i>Michael Löwy</i>	06.07.87	246
Les chrétiens révolutionnaires aux Philippines <i>Sonia Rupon</i>	06.07.87	246
Les chrétiens dans la révolution sandiniste Interview du commandant <i>Luis Carrion</i>	06.07.87	246
L'Inquisition à l'heure informatique (EN BREF...)	05.11.87	250
"Nous sommes sujets de notre histoire" Interview de <i>Jean-Bertrand Aristide</i>	05.10.87	250
TURQUIE		
A la veille du référendum <i>Fuat Orcun</i>	07.09.87	248



URSS		
Où va Gorbatchev ? Le cours d'auto-réforme de la bureaucratie <i>Ernest Mandel</i>	02.03.87	237

Interview de <i>Youri Orlov</i>	02.03.87	237
La classe ouvrière face à la "refonte" de Gorbatchev <i>David Seppo</i>	13.04.87	240
"Le Grand frère, c'est nous" Interview de <i>Alexandre Severoukine</i>	13.04.87	240
Boukharine et Trotsky brûlent les planches (EN BREF...)	11.05.87	242
Qu'il est difficile de réformer ! <i>Zdenek Mlynar</i>	08.06.87	244
Réforme économique et démocratie <i>David Seppo</i>	19.10.87	251
Une classe ouvrière sceptique <i>David Seppo</i>	19.10.87	251
L'alternative <i>David Seppo</i>	19.10.87	251
<i>Glasnost</i> dans l'Histoire ? Débats sur les réhabilitations <i>Ernest Mandel</i>	19.10.87	251
Monologue d'un historien <i>Youri Afanassiev</i>	19.10.87	251
"La fièvre de la paperasse" <i>Dominique Legrand</i>	19.10.87	251
Une nouvelle falsification de l'histoire <i>Déclaration du Secrétariat Unifié</i>	16.11.87	253
Le mouvement social indépendant <i>Alexandre Severyoukhine</i>	16.11.87	253
Groupes parallèles de jeunes : il est temps d'en parler franchement ! <i>Nouvelles de Moscou</i>	16.11.87	253
Plate-forme de la Fédération des clubs socialistes <i>Document</i>	16.11.87	253
Déclaration finale de la rencontre des Clubs indépendants (EN BREF...)	14.12.87	255
Distribution de tracts contre l'intervention soviétique en Afghanistan (EN BREF)	28.12.87	256
URUGUAY		
"Aujourd'hui comme hier, notre objectif demeure la question du pouvoir" Interview de <i>Julio Marenales</i>	28.12.87	256
YOUGOSLAVIE		
Grève et droit de grève <i>Michèle Lee</i>	30.03.87	239
Une direction qui ne vaut rien <i>Mila Stula</i>	22.06.87	245
La vague de grèves s'amplifie <i>Michèle Lee</i>	14.12.87	255
Nouvelle étape de la crise <i>Michèle Lee</i>	14.12.87	255
Editorial de <i>Mladina</i> <i>Document</i>	14.12.87	255
Lettre de 70 intellectuels slovènes <i>Document</i>	14.12.87	255
ZAMBIE		
Le gouvernement contraint de reculer (EN BREF...)	02.02.87	235